



SECRÉTARIAT DU PROGRAMME RÉGIONAL OCÉANIEN DE L'ENVIRONNEMENT

Vingtième Conférence du PROE
Gymnase Faleata, Apia (Samoa)
17-20 novembre 2009



PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET POUR 2010

Résumé du programme de travail et du budget approuvés pour 2010

Introduction

Le programme de travail et le budget pour 2010 ont été préparés conformément au Règlement financier du PROE et sont exprimés en dollars É.-U. Depuis l'adoption, en 2008, du nouveau cadre logique des programmes stratégiques 2004-2013, le Secrétariat a reçu d'intéressantes suggestions quant à la manière d'améliorer la présentation de son budget afin d'établir un lien plus clair et plus direct entre les sources de financement et les composantes du budget (budget de base et budget du programme de travail). Les états récapitulatifs des dépenses et des recettes de 2009 sont ainsi présentés selon un nouveau format, inspiré de celui utilisé par la CPS et le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique.

Ils sont accompagnés pour la première fois d'un budget révisé pour l'exercice précédent (2009), qui tient compte des recettes et des dépenses effectives des huit premiers mois (soit jusqu'au 31 août 2009) et estime les recettes et les dépenses du reste de l'année (soit jusqu'en décembre 2009).

Le programme de travail et le budget annuel pour 2010 sont alignés sur les programmes stratégiques 2004-2013 et le plan d'action 2005-2009 que le Secrétariat entend réviser en 2010.

Format du programme de travail et du budget

Le budget est structuré autour des deux programmes stratégiques et de la division Direction générale et services administratifs du Secrétariat. Il est formé de deux grandes composantes :

- a) le budget de base, qui est essentiellement financé par les contributions des Membres, les frais de gestion des programmes/projets et d'autres sources de financement diverses ; et
- b) le programme de travail qui est financé par les contributions des donateurs.

Le Tableau 1 présente un état récapitulatif des recettes et des dépenses totales escomptées par programme. Il est prévu que les dépenses des trois divisions, Écosystèmes insulaires, Avenirs océaniques et Direction générale et services administratifs augmenteront en 2010 par rapport à 2009 de 12,4 %, 67,2 %, et 12,9 % respectivement. Ces différences sont analysées dans l'introduction de chaque programme.

Le Tableau 2 présente le budget de base. Les recettes du budget de base prévues pour 2010 s'élèvent à 2,4 millions de dollars, soit 1,3 % de moins qu'en 2009. Les dépenses du budget de base se répartissent comme suit : Direction générale et services administratifs (1,69 m\$), appui aux programmes (581 000 \$), Écosystèmes insulaires (91 000 \$) et Avenirs océaniques (35 000 \$).

Le Tableau 3 présente les dépenses du budget de base par type de dépense. Les frais de personnel devraient augmenter de 8,9 % par rapport à 2009. Cette augmentation tient compte du relèvement des traitements qui fait suite aux recommandations des directeurs du CORP adoptées dans le cadre du processus d'harmonisation de la rémunération (2008). Les budgets des autres catégories de dépenses sont semblables à ceux de 2009.

Le Tableau 4 résume le budget du programme de travail, dont les dépenses s'élèvent à 8,07 millions de dollars soit 2,6 millions de plus qu'en 2009. Ce montant comprend les produits reportés de l'exercice 2009 et de nouveaux financements.

Le Tableau 5 présente les dépenses du budget du programme de travail par type de dépense. Les frais de personnel devraient augmenter de 25,4 % par rapport à 2009.

Le Secrétariat a conservé le format de présentation des programmes de travail et du budget utilisé depuis l'exercice 2003, car il a été bien accueilli par les Membres du PROE. La présentation des programmes commence par une introduction résumant leurs activités, priorités et objectifs. Elle aborde ensuite les objectifs stratégiques, les résultats escomptés, présentés sous forme de sous-résultats et d'indicateurs de performance, et les activités prévues pour 2010. Elle établit également un lien avec les crédits prévus au budget et les sources de financement identifiées.

Les données budgétaires sont réparties en frais de personnel, de fonctionnement et d'investissement en fonction des résultats. Lorsqu'un financement est « À identifier », son inclusion repose sur le fait qu'une relation contractuelle formelle existe en vue d'un financement à venir, de sorte que la probabilité d'obtenir le financement en 2010 soit au minimum égale à 50 %. Sur la totalité des fonds requis pour 2010, moins de 1% des montants attendus des donateurs reste à identifier.

Résumé du programme de travail et du budget approuvés pour 2010

La liste des agents et des postes (pourvus, en cours de recrutement, vacants ou non financés) affectés à chaque programme est fournie pour donner aux Membres une idée des personnels disponibles et des ressources humaines nécessaires à leur bonne exécution, à condition de disposer des financements requis.

Dépenses

Les dépenses proposées pour 2010 s'élèvent à 10 482 658 \$ soit une augmentation de 2 835 584 dollars ou de 37 % par rapport à celles de 2009 (7 647 074 \$).

Cette augmentation provient essentiellement de deux projets financés par le FEM : le Projet océanien de réduction des gaz à effet de serre grâce aux énergies renouvelables (PIGGAREP) et le Projet océanien d'adaptation au changement climatique (PACC). Le financement d'AusAID est également en hausse grâce à la nouvelle Initiative internationale d'adaptation au changement climatique (ICCAI) lancée par le gouvernement australien. Un nouveau projet de 2009, financé par la communauté européenne et le PNUE, prévoit par ailleurs que le PROE exerce les fonctions de centre océanien pour la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement.

L'augmentation des dépenses générales se traduira par la croissance du financement direct dont bénéficieront les Membres, soit par le biais de subventions directes, soit dans le cadre d'une assistance financière visant des activités ou formations convenues dans les pays.

Les dépenses proposées tiennent également dûment compte du relèvement des traitements de 2008, approuvé par les directeurs du CORP dans le cadre de la révision annuelle des données de référence concernant les cadres professionnels.

Recettes

Le budget de 2010 est une fois de plus fortement subventionné par les donateurs. Les fonds totaux disponibles pour l'année 2010 s'élèvent à 10 482 658 dollars É.-U. répartis comme suit : a) 2 403 705 \$ de recettes de base et de reports des années précédentes ; et b) 8 078 953 \$ de financements de projets et de programmes provenant des partenaires de développement et des donateurs. La majeure partie (77 %) des recettes

anticipées pour l'exercice provient des donateurs, contre 10 % pour les contributions des Membres (arriérés compris) et 13 % pour les sources internes.

Les contributions annuelles volontaires des Membres s'élèvent à 935 572 \$ et ne représentent que 9%^[s1] des recettes totales pour 2010. Le Secrétariat pense que le moment est venu pour les Membres du PROE d'analyser la situation et d'envisager de s'engager à ce que leurs contributions couvrent la totalité des coûts des fonctions de base de l'Organisation au cours des prochaines années. Cette approche est également recommandée par l'Évaluation indépendante du PROE réalisée en 2008.

Le Secrétariat prévoit de toucher, en 2010, 818 133 \$ de frais de gestion de programmes, contre 630 000 \$ pour le budget révisé de 2009. Cette hausse est due à l'augmentation des financements de projets nouveaux ou en cours assurés par les donateurs à partir de janvier 2010. Il est important de noter que les frais de gestion de programmes ne sont pas appliqués en cas de financement direct des Membres, comme c'est le cas pour la majorité des financements reçus des projets FEM-PNUD.

Documents présentés au titre du programme de travail et du budget pour 2010

- A. État récapitulatif des recettes et des dépenses (Tableau 1) — Page 3
- B. Financement du budget de base moins dépenses par programme (Tableau 2) — Page 4
 - Financement du budget de base moins dépenses par type de dépense (Tableau 3) — Page 4
- C. Financement du programme de travail moins dépenses par programme (Tableau 4) — Page 5
- D. Financement du programme de travail moins dépenses par type de dépense (Tableau 5) — Page 6
- E. Composition des financements — Page 7
- F. Présentation détaillée du programme de travail et du budget — Pages 8-53
- G. Barème des contributions et allocations pour 2010 — Page 54
- H. Analyse budgétaire détaillée par résultat — Pages 55-57
 - Annexes 1 — Diagramme — Dotation budgétaire pour 2010 par division
 - 2 — Diagramme — Dotation budgétaire pour 2009 par division
 - 3 — Diagramme — Prévisions budgétaires pour 2009-2010

ÉTAT RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES ET DES RECETTES DU PROE - 2010 (montants en dollars É.-U.)									
	Budget approuvé pour 2009			Budget révisé pour 2009			Budget pour 2010		
	Base	Programme	Total	Base	Programme	Total	Base	Programme	Total
RECETTES	2,354,152	5,292,922	7,647,074	2,435,572	5,657,771	8,093,343	2,403,705	8,078,953	10,482,658
DÉPENSES									
DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS									
Haute direction	666,870		666,870	621,870		621,870	735,480	30,000	765,480
Services généraux	971,167		971,167	860,617		860,617	959,903	10,000	969,903
Publications	184,546		184,546	164,546		164,546	122,077		122,077
Technologies de l'information	330,801		330,801	330,801		330,801	396,334		396,334
Bibliothèque	73,088		73,088	73,088		73,088	63,063	0	63,063
Direction générale et services administratifs	2,226,472	-	2,226,472	2,050,922	-	2,050,922	2,276,857	40,000	2,316,857
PROGRAMME 1 - ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES									
Gestion des écosystèmes	13,857	1,021,481	1,035,338	13,857	1,068,052	1,081,909	15,763	1,236,474	1,252,237
Conservation et gestion des espèces	11,312	468,974	480,286	11,312	817,590	828,902	17,826	990,437	1,008,263
Communautés, instit., éduc. et gest. du savoir	71,211	620,954	692,165	151,211	530,954	682,165	57,806	598,638	656,444
Écosystèmes insulaires	96,380	2,111,409	2,207,789	176,380	2,416,596	2,592,976	91,395	2,825,549	2,916,944
PROGRAMME 2 - AVENIRS OCÉANIENS									
Changement climatique	15,336	2,072,824	2,088,160	31,420	1,827,193	1,858,613	19,548	3,845,859	3,865,407
Spécialiste prévention pollution et gestion déchets	8,294	596,118	604,412	64,627	580,447	645,074	8,265	568,751	577,016
Gouvernance de l'environnement	7,670	512,571	520,241	15,253	619,738	634,991	7,640	798,794	806,434
Avenirs océaniques	31,300	3,181,513	3,212,813	111,300	3,027,378	3,138,678	35,453	5,213,404	5,248,857
TOTAL GENERAL	2,354,152	5,292,922	7,647,074	2,338,602	5,443,974	7,782,576	2,403,705	8,078,953	10,482,658
Excédent/(Déficit) net	-			96,970	213,797	310,767	0	0	0

Tableau 1: État récapitulatif des dépenses et des recettes 2010

BUDGET DE BASE (montants en dollars É.-U.)				
	Budget approuvé 2009	Budget révisé 2009	Budget 2010	% Évolution
RECETTES				
Contributions des Membres	935,572	935,572	935,572	-
Arriérés de contribution	150,000	100,000	100,000	-
Contributions volontaires	212,000	150,000	-	100.00
Intérêts	350,000	300,000	350,000	16.67
Divers	100,000	220,000	100,000	54.54
Services de gestion des programmes	506,580	630,000	818,133	29.86
<i>Plus reports:</i>				
Excédents des exercices précédents	100,000	100,000	100,000	-
RECETTES ET REPORTS	2,354,152	2,435,572	2,403,705	-1.31
DÉPENSES				
Direction générale et services administratifs	2,226,472	2,050,922	2,276,857	11.02
Écosystèmes insulaires	96,380	176,380	91,395	-48.18
Avenirs océaniques	31,300	111,300	35,453	-68.15
DÉPENSES TOTALES	2,354,152	2,338,602	2,403,705	2.78
Excédent/(Déficit) net	-	96,970	-	

Tableau 2 Financement du budget de base moins dépenses par programme

	Budget approuvé 2009	Budget révisé 2009	Prévus 2010	% Évolution
RECETTES ET REPORTS				
RECETTES				
Contributions des Membres	935,572	935,572	935,572	
Arriérés de contribution	150,000	100,000	100,000	
Contributions volontaires	212,000	150,000	-	-100.00
Intérêts	350,000	300,000	350,000	16.67
Divers	100,000	220,000	100,000	-54.55
Services de gestion des programmes	506,580	630,000	818,133	29.86
<i>Plus reports:</i>				
Excédents des exercices précédents	100,000	100,000	100,000	
RECETTES ET REPORTS	2,354,152	2,435,572	2,403,705	-1.31
DÉPENSES				
Personnel	1,571,769	1,407,102	1,532,962	8.94
Révision du Plan d'action	-	-	40,000	100.00
Dépenses en capital	28,000	178,000	49,000	-72.47
Consultant	-	15,000	20,000	33.33
Déplacements officiels	118,500	98,500	103,000	4.57
Frais généraux et fonctionnement	465,883	460,000	498,743	8.42
Subventions	-	-	-	
Manifestations spéciales (Conférence du PROE)	160,000	170,000	160,000	-5.88
Formation (y compris ateliers et réunions)	10,000	10,000	-	-100.00
DÉPENSES TOTALES	2,354,152	2,338,602	2,403,705	2.78
Excédent/(Déficit) net	-	96,970	-	

Tableau 3: Financement du budget de base moins dépenses par type de dépense

BUDGET DU PROGRAMME DE TRAVAIL
(montants en dollars É.-U.)

	Budget 2009	Budget révisé 2009	Budget 2010
RECETTES			
Financement de programmes			
AusAID	1,190,921	1,190,921	957,336
France	144,820	144,820	188,696
NZAID	897,710	897,710	1,063,768
Financement direct			
AusAid ICCAI			601,873
AUS/NZ tripartite	169,110	169,110	125,035
Conservation International	132,060	132,060	368,184
UE	130,000	130,000	-
AFD	30,000	30,000	30,000
OMI	62,000	62,000	160,000
Japon	108,750	108,750	234,750
MacArthur	87,000	87,000	45,000
NZXXB	-	-	136,000
NOAA	122,370	122,370	179,120
République populaire de Chine		-	60,000
Convention de Ramsar		42,500	102,496
Suisse		13,402	400,000
Taiwan-République de Chine	8,000	8,000	48,000
TNC	73,590	73,590	130,050
FEM-PNUD	1,529,560	1,529,560	2,278,515
PNUE	413,620	413,620	710,472
WPFMC	-	48,437	90,360
Autres donateurs		260,510	72,000
À identifier	193,411	193,411	97,298
		-	
Recettes totales	5,292,922	5,657,771	8,078,953
DÉPENSES			
Direction générale et services administratifs	-	-	40,000
Écosystèmes insulaires	2,111,409	2,416,596	2,825,550
Avenirs océaniques	3,181,513	3,027,378	5,213,403
Dépenses totales	5,292,922	5,443,974	8,078,953
Excédent/(Déficit) net		213,797	-

Tableau 4 : Financement du budget du programme de travail moins dépenses par programme

BUDGET DU PROGRAMME DE TRAVAIL
(montants en dollars É.-U.)

	Budget 2009	Budget révisé 2009	Budget 2010
RECETTES			
Financement de programmes			
AusAID	1,190,921	1,190,921	957,336
France	144,820	144,820	188,696
NZAID	897,710	897,710	1,063,768
Financement direct			
AusAid ICCAI			601,873
AUS/NZ tripartite	169,110	169,110	125,035
Conservation International	132,060	132,060	368,184
UE	130,000	130,000	-
AFD	30,000	30,000	30,000
OMI	62,000	62,000	160,000
Japon	108,750	108,750	234,750
MacArthur	87,000	87,000	45,000
NZXXB	-	-	136,000
NOAA	122,370	122,370	179,120
République populaire de Chine		-	60,000
Convention de Ramsar		42,500	102,496
Suisse		13,402	400,000
Taiïwan-République de Chine	8,000	8,000	48,000
TNC	73,590	73,590	130,050
FEM-PNUD	1,529,560	1,529,560	2,278,515
PNUE	413,620	413,620	710,472
WPFMC	-	48,437	90,360
Autres donateurs		260,510	72,000
À identifier	193,411	193,411	97,298
Recettes totales	5,292,922	5,657,771	8,078,953
DÉPENSES PAR TYPE			
Personnel	2,167,051	2,093,335	2,626,165
Consultant	340,400	493,150	942,293
Frais généraux et fonctionnement	392,764	392,765	713,403
Capital (équipements inclus)	44,700	44,700	39,266
Déplacements officiels	390,896	395,896	707,188
Formation (y compris ateliers et réunions)	844,111	1,090,178	1,943,062
Subventions	1,113,000	933,950	1,107,576
Dépenses totales	5,292,922	5,443,974	8,078,953
Excédent/(Déficit) net	-	213,797	-

Tableau 5 : Financement du budget du programme de travail moins dépenses par type de dépense

COMPOSITION DES FINANCEMENTS - PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR 2010

SOURCES DE FINANCEMENT DU BUDGET

I) Budget de base			1,035,572
- Contributions actuelles des membres	8.92%	935,572	
- Arriérés de contribution	0.95%	100,000	
- Contributions supplémentaires/volontaires	0.00%	-	
II) Autres recettes			550,000
- Intérêts	3.34%	350,000	
- Excédents des exercices précédents	0.95%	100,000	
- Autres recettes	0.95%	100,000	
III) Services de gestion des programmes			818,133
- Services de gestion des programmes	7.80%	818,133	
IV) Financement externe			
A). Financement bilatéral			3,606,939
Australie			
- AusAID - Extra-budgétaire	9.13%	957,336	
- AusAID - Extra extra-budgétaire	6.34%	664,391	
France			
- Gouvernement français	2.09%	218,696	
Japon			
	2.24%	234,750	
Nouvelle-Zélande			
- NZAID - Extra-budgétaire	10.15%	1,063,769	
- NZAID - Extra extra-budgétaire	1.89%	198,518	
É.-U.			
- Administration nationale de l'océan et de l'atmosphère	1.71%	179,120	
- Western Pacific Regional Fishery Management Council	0.86%	90,360	
B). Financement multilatéral			4,302,717
- Conservation International	3.51%	368,184	
- Union européenne	0.00%	-	
- Fonds pour l'environnement mondial - PNUD	21.74%	2,278,515	
- Organisation maritime internationale	1.53%	160,000	
- MacArthur Foundation	0.43%	45,000	
- Secrétariat de la Convention de Ramsar	0.98%	102,496	
- République populaire de Chine	0.57%	60,000	
- Gouvernement suisse	3.82%	400,000	
- Taiwan-République de Chine	0.46%	48,000	
- The Nature Conservancy	1.24%	130,050	
- CE/Programme des Nations Unies pour l'environnement	6.78%	710,472	
- Programme des Nations Unies pour l'environnement	0.00%	-	
C). Autres			72,000
- Donateurs divers	0.69%	72,000	
TOTAL FINANCEMENTS IDENTIFIÉS			\$10,385,361
TOTAL FINANCEMENTS À IDENTIFIER	0.93%		\$97,298
TOTAL PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES	100.00%		\$10,482,659

1. ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

Objectif du programme : Pays et territoires insulaires océaniques à même de gérer les ressources insulaires et les écosystèmes océaniques de manière durable et propre à entretenir la vie et les modes de subsistance

Contexte stratégique

L'orientation du PROE à travers ce programme reflète un engagement fondamental en faveur du maintien des modes de subsistance des peuples insulaires, grâce à la conservation et à la gestion efficaces des écosystèmes terrestres, côtiers et marins. Ce programme vise à développer les capacités des peuples océaniques afin de les aider à conserver et gérer durablement les écosystèmes et les ressources de leurs îles. Il vise également à protéger les espèces menacées prioritaires et à préserver les pays et territoires des espèces exotiques envahissantes. À travers ce programme, le PROE entend aborder les questions de conservation des écosystèmes terrestres, côtiers et marins, de gestion durable des ressources naturelles et de protection des espèces menacées prioritaires contre les menaces anthropiques et les espèces envahissantes. Le programme a également commencé à s'attaquer aux problèmes fondamentaux associés aux liens entre le changement climatique et la biodiversité grâce à un financement de la Fondation MacArthur et de l'initiative ICCAI du gouvernement australien. Ces questions nécessitent des interventions aux niveaux local, national, régional et international.

Objectifs pour 2010

En 2010, ce programme continuera de fournir les conseils et l'assistance techniques ainsi que les informations et le soutien nécessaires pour aider les pays et territoires insulaires océaniques à résoudre leurs problèmes environnementaux dans la perspective du développement durable. La collaboration avec les partenaires (PNUE, CMS, BirdLife International, UICN, Conservation International, etc.) continuera d'être renforcée pour appuyer les priorités des Membres. Les principales activités prévues pour 2010 dans le cadre de chaque volet pertinent comprennent :

- Appui continu à la mise en œuvre des AME, et en particulier des PANSB de la CDB, et soutien aux pays et territoires insulaires océaniques dans le cadre de la Convention de Ramsar et par le biais du projet de renforcement des capacités sur les AME financé par la CE.
- Soutien technique à la Table ronde pour la conservation de la nature.
- Mise en œuvre du projet CRISP, prenant fin en 2010.

- Mise en œuvre continue des projets d'évaluation des écosystèmes et du changement climatique.
- Analyse continue des zones clés pour la biodiversité marine et identification des zones de conservation prioritaires.
- Poursuite de la négociation et de l'élaboration d'un mémorandum d'entente régional pour la conservation des tortues sous les auspices de la CMS.
- Soutien continu à la mise en œuvre du mémorandum d'entente régional sur les cétacés.
- Soutien à la mise à jour de la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées du Pacifique.
- Mise en œuvre du Plan de conservation de l'avifaune dans le Pacifique 2010-2015.
- Gestion et coordination des projets de lutte et d'éradication des espèces envahissantes financés par le CEPF au Samoa et à Kiribati.
- Promotion du développement des capacités nationales en gestion de projets.
- Soutien à la mise en œuvre des mesures prioritaires des stratégies nationales d'éducation en vue du développement durable.
- Renforcement de l'accès aux informations sur les AME et mise en place d'un centre d'échanges.

Les agents suivants contribuent à la réalisation des objectifs de ce programme :

Stuart CHAPE	Directeur de programme — Écosystèmes insulaires
Makerita ATIGA-PATU	Secrétaire du directeur du programme
À pourvoir	Conseiller en matière de biodiversité
Alan TYE	Spécialiste des espèces envahissantes
Vacant	Spécialiste de la biodiversité insulaire
Vacant	Coordinateur du Réseau pédagogique océanique sur les espèces envahissantes
Jeff KINCH	Spécialiste de la gestion des zones côtières
Caroline VIEUX	Spécialiste de la gestion des récifs coralliens
Lui BELL	Spécialiste des espèces marines
Anne TREVOR	Responsable adjointe de la base de données sur les tortues
Vainu'upo JUNGBLUTT	Administrateur adjoint — Convention de Ramsar
Paul ANDERSON	Spécialiste de la conservation du milieu marin
Seema DEO	Responsable de l'éducation et de la communication
Frank WICKHAM	Conseiller en matière de développement des capacités/Coordinateur du projet de la CE sur le renforcement des capacités sur les AME
Theresa FRUEAN	Assistante du programme

Volet : 1.1 - Gestion des écosystèmes

Objectif : Promouvoir et appuyer la bonne gestion des écosystèmes insulaires

Le PROE continuera en 2010 de fournir une assistance technique aux PANSB, notamment en vue de leur mise en œuvre prioritaire et de leur intégration dans les activités nationales et régionales. Le PROE collaborera également avec le bureau océanien de l'UICN à la coordination de la Table ronde pour la conservation de la nature et à la dissémination d'informations pertinentes. Une assistance sera par ailleurs fournie aux Membres insulaires sur les activités mises en œuvre dans le cadre de la Stratégie d'action pour la conservation de la nature. Le PROE continuera de fournir aux Membres insulaires l'assistance technique et stratégique nécessaire pour répondre aux exigences des AME et conventions pertinentes, dont la CDB.

Le PROE continuera également en 2010 de fournir une assistance aux réseaux régionaux, tels que le Réseau sur les zones marines sous gestion locale (LMMA) et le Réseau mondial de surveillance des récifs coralliens (GCRMN), et au Secrétariat France-Samoa de l'Initiative internationale pour les récifs coralliens, notamment dans le cadre de l'organisation du prochain Colloque international sur la gestion des écosystèmes marins tropicaux.

Le PROE poursuivra son travail de renforcement des capacités des Membres insulaires en matière de protection et de gestion efficaces de leurs zones humides côtières, dans le cadre de son partenariat avec la Convention de Ramsar et d'autres interlocuteurs régionaux et internationaux. Un soutien sera notamment fourni pour les célébrations nationales de la Journée mondiale des zones humides, tandis qu'un appui technique sera apporté aux nouveaux représentants régionaux des comités et groupes techniques de la Convention de Ramsar ainsi qu'aux Membres du PROE désirant y adhérer. Les activités de formation continueront de renforcer la mise en œuvre pratique de la Convention de Ramsar et la poursuite des mises à jour nationales du répertoire régional des zones humides.

Le programme CRISP a été officiellement étendu jusqu'à la mi-2010, ce qui permettra de mener à terme les projets entamés en 2009 qui ont pris du retard suite au décaissement tardif des fonds par le PNUE. Les principales activités devant être achevées sont : un projet de gouvernance aux Îles Salomon, en association avec le WorldFish Center ; le calcul du taux de rendement interne d'une AMP pilote, également aux Îles Salomon ; une évaluation économique des pratiques de pêche destructrices à Kiribati ; et le projet régional SLOPIC2 (Nouveaux moyens de subsistance pour les communautés insulaires océaniques) exécuté par la Fondation internationale pour les peuples du Pacifique Sud (FSPI). La mise en œuvre du projet SEM-Pasifika sera également prévue dans les pays membres en 2010. Tous les résultats des activités du CRISP seront diffusés aux pays membres dans divers formats, notamment dans le cadre d'interventions à des forums, ateliers et autres manifestations régionales et internationales.

La planification du projet *Intégration de la gestion écosystémique pour le maintien des moyens de subsistance dans le Pacifique (MEMML)*, soutenu par l'Union européenne, sera bien avancée en 2010. Le PROE continuera de fournir un appui technique au projet Biodiversité insulaire intégrée de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable, dont elle est l'agence d'exécution. Le Programme poursuivra également la mise en œuvre du projet océanien d'évaluation des besoins et d'analyse de l'adaptation au changement climatique du point de vue de la biodiversité et des écosystèmes soutenu par l'initiative ICCAI du gouvernement australien et lancé en 2009.

Enfin, une analyse de la conservation du milieu marin dans des zones clés pour la biodiversité s'étendra en 2010 au-delà du Samoa, aux Îles Cook, aux Fidji, à Kiribati et à la Nouvelle-Calédonie.

PROGRAMME 1

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

F

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US		
Résultat 1.1.1 – Gestion et mise en œuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur les écosystèmes appuyées					
1.1.1.1 Soutien à la participation des pays et territoires insulaires océaniques aux réunions et manifestations sur les écosystèmes.	<ul style="list-style-type: none"> Positions et stratégies régionales permettant de réaliser les priorités régionales définies avant les grandes réunions et exprimées pendant celles-ci. 	<ul style="list-style-type: none"> Recenser les questions régionales et définir, par des consultations, les positions régionales avant la 41^e réunion du Comité permanent Ramsar (SC41). Recenser les questions régionales et définir, par des consultations, les positions régionales avant la 10^e CdP à la CDB. 	Sous-total 307 266 \$		
	<ul style="list-style-type: none"> Préparation de notes d'information avant les grandes réunions appuyée 	<ul style="list-style-type: none"> Préparer des notes d'information et des interventions pour aider le représentant océanique avant la 41^e réunion du Comité permanent Ramsar. Préparer des notes d'information pour les représentants régionaux avant la réunion du SBSTTA et de la 10^e CdP à la CDB. 	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
	<ul style="list-style-type: none"> Appui logistique et technique fourni lors des grandes réunions. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir une assistance technique et logistique au représentant océanique à la 41^e réunion du Comité permanent Ramsar. Fournir une assistance technique et logistique aux représentants régionaux à la réunion du SBSTTA. 	196 537 \$	110 329 \$	400 \$
1.1.1.2 Initiatives de développement des capacités menées, et assistance technique et actions de sensibilisation conduites pour promouvoir le respect par les pays et territoires insulaires océaniques des accords internationaux et régionaux sur les écosystèmes.	<ul style="list-style-type: none"> Initiatives de développement des capacités conçues et menées à bien pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations. 	<ul style="list-style-type: none"> Appuyer l'exécution du projet de la Commission européenne sur la mise en œuvre des AME grâce au recensement des besoins de développement des capacités concernant les AME portant sur la biodiversité. 	Source de financement AusAID XB 111 789 Budget de base 4 261 France 20 000 Soutien au prog. 2 300 NZAID XB 53 756 Ramsar 60 560 PNUF 5 100 À identifier 49 500		
	<ul style="list-style-type: none"> Conseils techniques fournis pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des conseils techniques aux pays insulaires océaniques pour faciliter le respect des obligations découlant des AME sur la biodiversité. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Assistance juridique fournie en vue de la ratification des accords internationaux et régionaux par les pays insulaires océaniques 	<ul style="list-style-type: none"> Aider les pays insulaires océaniques intéressés à exécuter les activités préparatoires à la ratification de la Convention de Ramsar. 			
1.1.1.3 Assistance juridique fournie concernant l'élaboration et la mise en œuvre de lois sur les écosystèmes	<ul style="list-style-type: none"> Assistance juridique fournie pour aider les pays insulaires océaniques à élaborer des lois propices au respect des obligations internationales et régionales 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir une assistance sur les lois de Kiribati sur l'environnement. Procéder à l'examen de la législation des Îles Marshall dans le contexte de la Convention de Ramsar. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Mécanisme d'échange d'informations sur les accords internationaux et les lois nationales en place et appuyé 	<ul style="list-style-type: none"> Actualiser régulièrement la page web de ressources et de documents juridiques du PEIN. 			

PROGRAMME 1

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

F

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US		
1.1.1.4 Ressources financières et techniques recensées et mobilisées pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives de gestion des écosystèmes	<ul style="list-style-type: none"> Ressources financières et techniques recensées pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales propices à la conservation 	<ul style="list-style-type: none"> Appuyer les pays et territoires insulaires océaniques grâce à la mise en œuvre de l'Alliance FEM-Pacifique, du 10e FED, du Fonds Pacifique, de l'assistance de Taiwan, du CEPF et d'autres sources de financement. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Propositions élaborées et soumises pour permettre l'accès aux ressources financières et techniques aux échelons régional ou multinational 	<ul style="list-style-type: none"> Aider les pays insulaires océaniques à accéder aux financements sur la conservation des zones humides grâce au Fonds Ramsar de petites subventions. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Assistance fournie pour élaborer des propositions nationales permettant d'accéder aux ressources financières et techniques à l'échelon national 	<ul style="list-style-type: none"> Aider les pays et territoires insulaires océaniques à élaborer des propositions nationales, pour exécuter des initiatives de gestion des écosystèmes. 			
1.1.1.5 Mise en œuvre de plans et stratégies régionaux de gestion des écosystèmes appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Initiatives de gestion des écosystèmes recensées dans le Plan Pacifique élaborées, promues et dûment consignées 	<ul style="list-style-type: none"> Planifier et élaborer le projet Intégration de la gestion écosystémique pour le maintien des moyens de subsistance dans le Pacifique (MEMML) financé par le 10e FED. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Assistance technique fournie aux pays et territoires insulaires océaniques en vue d'appliquer les principes de la Stratégie d'action pour la conservation de la nature 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir une assistance technique aux pays et territoires insulaires océaniques en vue d'appliquer les principes de la Stratégie d'action. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Participation et appui à la Table ronde pour la conservation de la nature et aux groupes de travail associés 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des services de secrétariat et d'assistance technique aux groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature pour faciliter la coordination des réunions et l'échange d'informations. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre du Cadre d'action stratégique intégré de la Politique régionale de la mer pour les îles du Pacifique (PIROP-ISA) appuyée 	<ul style="list-style-type: none"> Planifier et élaborer le projet Intégration de la gestion écosystémique pour le maintien des moyens de subsistance dans le Pacifique (MEMML) financé par le 10e FED. 			
<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre des initiatives et activités de collaboration des groupes de travail du CORP appuyée 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir le soutien nécessaire aux initiatives et activités de collaboration. 				
Résultat 1.1.2 – Gestion intégrée des écosystèmes au niveau régional élaborée et coordonnée					
1.1.2.1 Écosystèmes terrestres et marins critiques recensés pour la planification du développement durable aux niveaux régional et national	<ul style="list-style-type: none"> Analyse et inventaire régionaux des écosystèmes réalisés en collaboration avec les autres organisations et partenaires du CORP 	<ul style="list-style-type: none"> Préparer et diffuser des produits sur les zones sensibles en matière de biodiversité marine pour les espèces marines de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie et de Micronésie inscrites sur la Liste rouge de l'UICN. 	Sous-total 458 842 \$		
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni pour l'identification des priorités en matière de biodiversité et de zones écologiquement sensibles 	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre le projet d'évaluation des besoins et d'analyse de l'adaptation au changement climatique du point de vue de la biodiversité et des écosystèmes. Voir également les activités du sous-résultat 1.1.5.1. 	Frais de personnel 113 872 \$	Frais de fonct. 344 970 \$	Frais d'invest. 0
1.1.2.2 Initiatives régionales thématiques sur les écosystèmes appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Exécution du volet de l'Initiative pour la protection et la gestion durable des récifs coralliens dans le Pacifique Sud relevant du PROE 	<ul style="list-style-type: none"> Disséminer les principaux résultats du CRISP. Finaliser et disséminer l'étude pilote sur la gouvernance aux îles Salomon. 	Source de financement		
			AUSAID XB AUSAID ICCAI France NOAA NZ AID XB Soutien au prog. PNUE-GPA	9 350 125 970 112 956 30 000 58 266 2 300 120 000	

PROGRAMME 1

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

F

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US		
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni pour promouvoir et encourager la participation des pays et territoires insulaires océaniques aux initiatives sur les écosystèmes tels que le Réseau mondial de surveillance des récifs coralliens (GCRMN) et le Réseau des aires marines sous gestion locale (LMMA). Soutien aux activités de l'Initiative internationale sur les récifs coralliens (ICRI) 	<ul style="list-style-type: none"> Continuer de fournir un appui technique aux pays et territoires insulaires océaniques en vue de l'application des directives SEM-Pasifika de suivi biologique et socioéconomique. Organiser le Colloque international sur la gestion des écosystèmes marins tropicaux (ITMEMS) et assister la France et le Samoa en tant que co-présidents de l'ICRI pour 2009-2011. 			
1.1.2.3 Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées organisée et coordonnée	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni pour promouvoir et encourager la participation des pays et territoires insulaires océaniques aux initiatives sur les écosystèmes tels que le Réseau mondial de surveillance des récifs coralliens (GCRMN) et le Réseau des aires marines sous gestion locale (LMMA) Soutien aux activités de l'Initiative internationale sur les récifs coralliens (ICRI) Conférence sur la conservation de la nature et les aires protégées organisée tous les cinq ans 	<ul style="list-style-type: none"> Continuer de fournir un appui technique aux pays et territoires insulaires océaniques en vue de l'application des directives SEM-Pasifika de suivi biologique et socioéconomique. Organiser le Colloque international sur la gestion des écosystèmes marins tropicaux (ITMEMS) et assister la France et le Samoa en tant que co-présidents de l'ICRI pour 2009-2011. Apporter un appui au groupe de gestion de la Table ronde et au bureau océanique de l'UICN en vue de la Conférence pour la conservation de la nature devant se dérouler aux Îles Marshall en 2012. 			
1.1.2.4 Valeur des services écosystémiques évaluée	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation de la valeur des services écosystémiques appuyée Évaluations coordonnées entre les différentes parties prenantes régionales (CORP, ONG et OIG) 	<ul style="list-style-type: none"> Effectuer des évaluations économiques des récifs coralliens dans quelques pays et territoires insulaires océaniques (où les récifs coralliens jouent des rôles divers) dans le cadre du programme CRISP. Diffuser aux partenaires régionaux la méthodologie et les enseignements tirés des évaluations économiques. 			
Résultat 1.1.3 – Élaboration et mise en œuvre de politiques, programmes et actions pour gérer les écosystèmes au niveau national appuyées					
1.1.3.1 Élaboration et mise en œuvre des plans d'action stratégique nationaux sur la diversité biologique appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni pour l'élaboration et la révision des PANSB 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui à Tuvalu, à Nauru et aux Îles Salomon pour qu'elles terminent et exécutent leur PANSB. Fournir, à la demande, une assistance technique aux pays insulaires océaniques révisant leurs PANSB. 	Sous-total 227 124 \$		
	<ul style="list-style-type: none"> Assistance technique fournie pour contribuer à la mise en œuvre des PANSB 	<ul style="list-style-type: none"> Aider les pays insulaires océaniques à constituer des partenariats en encourageant l'élaboration et la mise en œuvre d'activités abordant les questions figurant dans leurs PANSB. 	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
	<ul style="list-style-type: none"> Réunions régionales des groupes de travail sur les PANSB organisées tous les ans et réunissant tous les Membres Au moins une étude de cas sur la gouvernance réalisée dans chaque pays et territoire insulaire océanique 	<ul style="list-style-type: none"> Organiser une réunion régionale des groupes de travail sur les PANSB ou des conférences réunissant tous les Membres. Poursuivre la mise en œuvre du projet financé par la Fondation MacArthur et intitulé « Amélioration de la résilience des écosystèmes côtiers et marins aux impacts du changement climatique grâce au renforcement de la gouvernance côtière et des mesures de conservation ». 	146 491 \$	80 633 \$	0 \$
			Source de financement		
			AusAID XB	89 198	
			AusAid ICCAI	35 000	
			NZAID XB	60 466	
			Soutien au prog.	2 300	
			Ramsar	30 160	
			Taïwan-République de Chine	10 000	

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

F

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US		
1.1.3.2 Développement des capacités nationales en gestion des écosystèmes appuyé	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités nationales en gestion des écosystèmes recensés Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir une assistance à au moins 3 pays ou territoires insulaires océaniques pour évaluer les besoins de renforcement des capacités en gestion des écosystèmes. Concevoir, élaborer et organiser un atelier régional pour réviser le Plan d'action régional pour les zones humides et examiner les moyens d'intensifier la mise en œuvre de la Convention de Ramsar dans la région. Proposer aux pays et territoires insulaires océaniques une formation en matière de suivi des mangroves. Appuyer les activités pilotes de replantation/restauration des mangroves dans 5 pays insulaires océaniques. 			
1.1.3.3 Mobilisation des ressources financières et techniques nécessaires pour mener à bien les initiatives nationales de gestion des écosystèmes appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Ressources financières et techniques recensées pour contribuer à la gestion des écosystèmes et aux efforts de conservation dans les pays et territoires insulaires océaniques. Appui fourni pour la préparation de demandes de ressources financières et techniques au niveau national 	<ul style="list-style-type: none"> Voir 1.1.1.4. Aider les pays et territoires insulaires océaniques à recenser les principales lacunes entravant la mise en œuvre des PANSB pour tirer parti de futures possibilités de financement (FEM 5 par exemple). 			
Résultat 1.1.4 – Capacités en matière d'éducation et de communication renforcées pour appuyer la gestion des écosystèmes					
1.1.4.1 Capacité de communication appuyée en matière de gestion des écosystèmes	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités nationales et régionales de communication en gestion des écosystèmes recensés Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> Aider les pays et territoires insulaires océaniques à intégrer les stages en détachement dans les projets régionaux et nationaux. Appuyer l'exécution du projet de la Commission européenne sur la mise en œuvre des AME grâce au recensement des besoins de développement des capacités concernant les AME portant sur la biodiversité. Élaborer et disséminer des supports de formation/sensibilisation sur l'adaptation des mangroves au changement climatique. 	Sous-total 39 718 \$		
			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
			19 794 \$	19 924 \$	0 \$
			Source de financement		
			AusAid ICCAI	15 000	
			NZAID XB	12 644	
			Soutien au prog. Ramsar	2 300	
				9 774	
1.1.4.2 Élaboration et mise en œuvre de stratégies de communication visant l'amélioration de la gestion des écosystèmes appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de communication visant la promotion de manifestations et de processus internationaux et régionaux sur les écosystèmes Appui fourni à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de communication pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations découlant des accords internationaux et régionaux sur les écosystèmes 	<ul style="list-style-type: none"> Aider les pays insulaires océaniques qui en font la demande à élaborer des stratégies de communication sur les PANSB. Fournir un appui à l'élaboration, la coordination et la mise en œuvre des activités et initiatives de la Journée mondiale des zones humides dans les pays et territoires insulaires océaniques. Fournir un appui à l'élaboration, la coordination et la mise en œuvre des activités et initiatives de l'Année océanique de la biodiversité dans les pays et territoires insulaires océaniques. 			

PROGRAMME 1

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

F

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US		
Résultat 1.1.5 – Collecte d'informations sur les écosystèmes et accès à ces informations facilités					
1.1.4.3 Accès aux données et à l'analyse des systèmes d'information géographique (SIG) pour appuyer la gestion des écosystèmes côtiers et marins développé ou obtenu et amélioré	<ul style="list-style-type: none"> Inventaire des ensembles de données des SIG sur les écosystèmes côtiers et marins dressé et actualisé. 	<ul style="list-style-type: none"> Constituer un catalogue des données marines des SIG et le diffuser à au moins 3 pays ou territoires insulaires océaniques. 	Sous-total 219 287 \$		
	<ul style="list-style-type: none"> Processus de mise à jour des données des SIG élaborés et données tenues à jour 	<ul style="list-style-type: none"> Achever l'élaboration des bases de données cataloguant tous les jeux de données sur la biodiversité marine pour au moins 3 pays ou territoires insulaires océaniques. 	Frais de personnel 106 887 \$	Frais de fonct. 107 400 \$	Frais d'invest. 5 000 \$
	<ul style="list-style-type: none"> Analyse des SIG en vue de la gestion des écosystèmes côtiers et marins élaborée et mise en œuvre appuyée 	<ul style="list-style-type: none"> Concevoir et exécuter une analyse des SIG identifiant l'emplacement des aires marines prioritaires à partir de données biologiques clés pour deux pays ou territoires insulaires océaniques, et exploiter les synergies entre les résultats de l'analyse dans les pays et territoires voisins. 	Source de financement		
1.1.4.4 Données existantes mises à jour et autres données environnementales, sociales et économiques et savoirs traditionnels intégrés pour appuyer la gestion des écosystèmes et la prise de décision	<ul style="list-style-type: none"> Base de données ReefBase et base sur les aires protégées du Pacifique tenues à jour 	<ul style="list-style-type: none"> Aider les pays et territoires insulaires océaniques, le Forum d'information sur la biodiversité dans le Pacifique (PBIF) et ReefBase à mettre à jour la base de données sur les aires protégées du Pacifique. 	AusAID XB Cons Int'l France Mac Arthur NZ AID XB Soutien au prog.	10 764 132 840 15 739 45 000 12 644 2 300	
1.1.4.5 Études de cas sur les écosystèmes réalisées et conclusions diffusées	<ul style="list-style-type: none"> Étude de cas intégrée sur les écosystèmes réalisée 	<ul style="list-style-type: none"> Exécuter le programme de suivi des écosystèmes marins de la baie de Fagaloa (Samoa) et soumettre à la BASD le rapport du PROE et des ministères samoans des ressources naturelles et de l'environnement et des pêches. 			
1.1.4.6 Informations sur la gestion des écosystèmes recensées et diffusées	<ul style="list-style-type: none"> Informations sur la gestion des écosystèmes dans le Pacifique réunies ou obtenues 	<ul style="list-style-type: none"> Informations sur la gestion des écosystèmes dans le Pacifique diffusées au format numérique aux pays et territoires insulaires océaniques. 			
1.1.4.7 Suivi et évaluation des projets sur les écosystèmes appuyés	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni pour l'élaboration et la mise en œuvre de processus de suivi et d'évaluation dans le cadre des plans de gestion des écosystèmes 	<ul style="list-style-type: none"> Aider les pays insulaires océaniques à mettre à jour l'inventaire en ligne des activités de conservation dans le Pacifique au niveau national. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en matière de cartographie pour les publications, les exposés et la recherche. 	<ul style="list-style-type: none"> Appuyer les agents/projets du PROE en fonction des besoins. 			

Volet : 1.2 - Conservation et gestion des espèces

Objectif : Promouvoir et encourager la conservation et la gestion des espèces

L'année 2010 marque la mi-parcours des plans d'action 2008-2012 du Programme sur les espèces marines et une réunion de révision consacrée à leur mise en œuvre est prévue en cours d'année si les fonds disponibles le permettent.

Pour ce qui est des questions régionales et internationales, le PROE continuera de collaborer avec la CMS et ses partenaires à la mise en œuvre du mémorandum d'entente pour les cétacés en Océanie. Le PROE continuera également de négocier un mémorandum d'entente pour les tortues marines sous les auspices de la CMS et encouragera les États de l'aire de répartition des dugongs à signer le mémorandum d'entente correspondant, également sous les auspices de la CMS. L'élaboration du plan d'action régional en faveur des requins progresse bien et l'on prévoit qu'elle sera achevée en cours d'année et soumise à la Conférence du PROE pour approbation. L'année 2009 a par ailleurs vu le lancement d'une nouvelle initiative visant l'élaboration d'un plan régional de rétablissement des baleines à bosse en Océanie, en collaboration avec le Groupe de recherche pour les cétacés du Pacifique Sud (SPWRC). Ce plan de rétablissement devrait également être achevé d'ici la fin de 2010 et soumis à la Conférence du PROE pour approbation.

La majorité des activités sur les espèces marines envisagées pour 2010 aura pour objet d'aider les Membres à mettre en œuvre les actions nationales relevant des plans d'action du Programme régional révisé sur les espèces marines 2008-2012. Celles-ci comprennent une assistance à la mobilisation de fonds, en vue de la mise en œuvre des activités nationales, et des initiatives de renforcement des capacités et d'appui technique concernant la gestion des espèces marines et la réalisation d'inventaires. Les réseaux régionaux sur les dugongs, les tortues marines, les cétacés et les requins continueront de fonctionner et de diffuser des informations pertinentes aux Membres. Le PROE continuera d'aider les Membres à mettre en œuvre le Système de base de données de recherche et de suivi sur les tortues (TREDS) en coordonnant l'acquisition et la dissémination de données, la notification des Membres concernant les informations contenues dans les systèmes, la formation et le soutien des utilisateurs ainsi que la fourniture de mises à jour aux Membres. Le PROE continuera également de solliciter des fonds pour renouveler les stocks de bagues et d'applicateurs destinés aux programmes de marquage des pays et territoires membres.

En 2010, les activités sur les espèces envahissantes consolideront les mécanismes de coordination régionale et les instruments de planification mis en place en 2009, dont le groupe de travail sur les espèces envahissantes de la Table ronde pour la conservation de la nature et son document directeur, les Directives relatives à la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique. Le Réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes continuera de s'étendre et de former et d'informer un groupe élargi de personnes, de pays et de territoires, en contribuant au renforcement de leurs capacités.

Le PROE continuera de contribuer à la mise à jour de la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées du Pacifique par le biais du projet régional intitulé « *Amélioration de l'information pour des évaluations régionales de l'état de conservation et de la répartition de la biodiversité dans les îles du Pacifique* ». Ce projet s'attaquera aux déficits informationnels et besoins de conservation en réalisant des évaluations de la biodiversité pour les reptiles terrestres et les poissons d'eau douce.

La mise en œuvre du Plan de conservation de l'avifaune dans le Pacifique pour 2010-2015 sera en 2010 au centre des travaux du groupe de travail sur les oiseaux de la Table ronde pour la conservation de la nature.

PROGRAMME 1

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

F

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US		
Résultat 1.2.1 – Gestion et mise en œuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur les espèces appuyées					
1.2.1.1 Soutien à la participation des pays et territoires insulaires océaniques aux réunions et manifestations sur les espèces	• Consultations préparatoires menées avant les grandes réunions pour aborder la portée des points de l'ordre du jour	• Consulter les experts et organismes concernés pour recenser les possibilités de fournir des informations pertinentes aux Membres.	Sous-total 106 834 \$		
	• Positions régionales définies avant les grandes conférences et communiquées lors des manifestations associées	• Conseiller les Membres et leur fournir la possibilité de définir des positions sur les dispositifs régionaux, par exemple sur les tortues marines et les autres espèces relevant de la CMS.	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
	• Préparation de notes d'information avant les grandes réunions appuyée	• Conseiller et appuyer les pays et territoires insulaires océaniques en vue des réunions des signataires des mémorandums d'entente sur les cétacés et les dugongs sous les auspices de la CMS et d'autres réunions à la demande.	74 139 \$	32 695 \$	\$
	• Appui logistique et technique fourni lors des grandes réunions.	• Fournir un appui logistique et technique aux Membres lors des réunions en vue de négocier un accord régional sur les tortues marines et les autres espèces marines relevant de la CMS et des autres conventions et dans le cadre d'autres réunions pertinentes portant directement sur les espèces marines. • Fournir un appui technique et logistique aux Membres lors des réunions en vue de négocier le régime sur l'accès et le partage des avantages. • Fournir un appui technique et logistique aux Membres lors des réunions en vue de négocier le régime sur l'accès et le partage des avantages.	Source de financement		
			AusAID XB NZAID XB Soutien au prog. PNUE WPFMC	6 325 74 884 2 300 5 100 18 225	
1.2.1.2 Initiatives de développement des capacités menées, et assistance technique et actions de sensibilisation conduites pour promouvoir le respect par les pays et territoires insulaires océaniques des accords internationaux et régionaux sur les espèces	• Initiatives de développement des capacités conçues et menées à bien pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations.	• Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre des initiatives de la CMS dans le cadre du Mémorandum d'entente pour la conservation des cétacés et de leurs habitats dans la région des Îles du Pacifique. • Organiser des ateliers de formation à la négociation dans au moins 2 pays. • Organiser des ateliers de formation à la négociation dans au moins 2 pays. • Dispenser une formation nationale en négociation dans le contexte des AME.			
	• Conseils techniques fournis pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations	• Apporter un appui au coordinateur de la CMS sur les mémorandums d'entente de la CMS dans le Pacifique insulaire.			
	• Sensibilisation aux intérêts des pays insulaires océaniques menée auprès des organes internationaux et régionaux	• Représenter la région auprès des organismes pertinents, dont la CMS.			

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

F

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US
1.2.1.3 Assistance juridique fournie pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'une législation sur les espèces	<ul style="list-style-type: none"> Assistance juridique fournie en vue de la ratification des accords internationaux et régionaux par les pays insulaires océaniques Assistance juridique fournie pour aider les pays insulaires océaniques à élaborer des lois propices au respect des obligations internationales et régionales Mécanisme d'échange d'informations sur les accords internationaux et les lois nationales en place et appuyé 	<ul style="list-style-type: none"> Faire le point sur la législation en matière de conservation et de protection des autres espèces marines (tortues). Fournir une assistance en matière de rédaction juridique à au moins 1 pays. Faire le point sur la législation en matière de conservation et de protection des espèces marines. Actualiser régulièrement la page web de ressources et de documents juridiques du PEIN. Fournir une assistance en matière de rédaction juridique à au moins 1 pays. 	
1.2.1.4 Ressources financières et techniques recensées et mobilisées pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives sur les espèces	<ul style="list-style-type: none"> Ressources financières et techniques recensées pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales Assistance fournie pour élaborer des propositions nationales permettant d'accéder aux ressources financières et techniques à l'échelon national. 	<ul style="list-style-type: none"> Collaborer avec le Secrétariat de la CMS et d'autres partenaires pour élaborer une proposition appuyant la mise en œuvre du plan d'action du programme sur les espèces marines et du Mémoire d'entente pour les cétacés dans le Pacifique insulaire, qui relève de la CMS. Soutenir l'élaboration et la gestion de sanctuaires et de plans de rétablissement des espèces. Aider les Membres, à la demande, et élaborer des propositions et recenser les donateurs, au besoin, en vue d'obtenir les ressources nécessaires à l'exécution des activités prioritaires nationales. 	
1.2.1.5 Mise en œuvre de plans et stratégies régionaux sur les espèces appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Assistance technique fournie aux pays et territoires insulaires océaniques en vue de la mise en œuvre du Programme-cadre sur les espèces marines 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique aux pays insulaires océaniques en vue de la mise en œuvre des plans d'action 2008-2012 du programme sur les espèces marines. Fournir l'assistance technique requise en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de plans de gestion et de rétablissement des espèces et de la mise en place de sanctuaires. Distribuer des bagues et des supports de sensibilisation aux pays et territoires insulaires océaniques menant des activités de marquage des tortues. 	
1.2.1.6 Élaboration et mise en œuvre d'accords régionaux liés aux cadres ou conventions internationaux appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Partenariats élaborés et renforcés avec les organes gérant les conventions et cadres internationaux sur les espèces Appui fourni pour l'élaboration et la mise en œuvre d'accords régionaux liés à des accords internationaux 	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la mise en œuvre des mémorandums de coopération avec la CMS ainsi que des partenariats avec les autres organisations pertinentes. Solliciter l'aval des Membres concernant le plan de rétablissement des baleines à bosse en Océanie. Appuyer la mise en œuvre du plan régional de rétablissement des baleines à bosse. Collaborer avec la CMS à la mise en œuvre du mémorandum d'entente pour la conservation des cétacés et de leurs habitats dans la région des îles du Pacifique. 	

PROGRAMME 1

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

F

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US		
Résultat 1.2.2 – Conservation et gestion des espèces au niveau régional mises en œuvre et coordonnées					
1.2.2.1 Programme-cadre et Plans d'actions sur les espèces marines des îles du Pacifique élaborés et mise en œuvre appuyée	• Réunions biennales sur le Programme-cadre et les Plans d'actions organisées	• Solliciter assistance et collaboration en vue de la tenue de la réunion biennale sur le Programme-cadre et les Plans d'action.	Sous-total 63 141 \$		
	• Ressources identifiées et obtenues pour organiser les réunions et faciliter la participation des pays et territoires insulaires océaniques	• Solliciter des fonds pour permettre la participation des pays et territoires insulaires océaniques à la réunion sur le Programme-cadre et les Plans d'action.	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
	• Ajout d'espèces au Programme-cadre et aux Plans d'actions convenu et soumis à l'approbation de la Conférence du PROE	• Finaliser un plan d'action régional en faveur des requins pour approbation par la Conférence du PROE en 2010 en poursuivant la collaboration avec les organisations du CORP et les Membres.	18 295 \$	44 846 \$	0 \$
Source de financement					
1.2.2.2 Protection et restauration des espèces menacées et des espèces d'importance écologique, culturelle et économique appuyées	• Assistance technique fournie aux pays et territoires insulaires océaniques en vue d'appliquer les principes de la Stratégie d'action pour la conservation de la nature liés aux espèces	• Continuer de soutenir le groupe de travail de la Table ronde sur les espèces. • Apporter un appui au groupe de travail de la Table ronde sur les oiseaux en vue de la mise en œuvre du Plan de conservation de l'avifaune dans le Pacifique.	Soutien au prog. NZ AID XB AU S A I D XB France	2 300 19 816 1 025 40 000	
	• Assistance technique fournie en vue de l'évaluation des espèces pour la Liste rouge de l'UICN	• Aider les partenaires à mettre à jour la Liste rouge de l'UICN pour la région Pacifique.			
Résultat 1.2.3 – Élaboration et mise en œuvre de politiques, programmes et actions pour préserver les espèces au niveau national appuyées					
1.2.3.1 Développement des capacités nationales sur la conservation et la gestion des espèces appuyée	• Besoins de développement des capacités nationales en gestion des espèces recensés	• Évaluer les besoins de développement des capacités nationales en conservation des espèces marines.	Sous-total 132 795 \$		
	• Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre	• Dispenser à la demande une formation sur le suivi de la nidification des tortues, y compris au niveau communautaire. • Coordonner et appuyer le développement des capacités en matière d'études et de gestion des dugongs, des tortues marines et des baleines et des dauphins, y compris les possibilités de génération de revenus. • Établir des réseaux de suivi des tortues dans 2 communautés des Fidji, en collaboration avec WWF-SPPO.	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
			76 649 \$	56 146 \$	0 \$
Source de financement					
1.2.3.2 Mobilisation des ressources financières et techniques nécessaires pour mener à bien les initiatives nationales de conservation et de gestion des espèces appuyée	• Ressources financières et techniques recensées pour contribuer à la gestion et à la conservation des écosystèmes dans les pays et territoires insulaires océaniques	• Fournir une assistance aux pays et territoires insulaires océaniques en vue de la mise en œuvre nationale des Plans d'action sur les espèces marines. • Aider les pays et territoires insulaires océaniques à réaliser des études de suivi sur la nidification des tortues, notamment des températures des plages de nidification dans 3 pays ou territoires. • Fournir une assistance aux Membres pour améliorer la gestion des espèces marines, y compris la législation et les plans de gestion, d'action et de rétablissement. • Solliciter des fonds pour poursuivre les activités de marquage des tortues ainsi que la préparation et la distribution de supports de sensibilisation.	Soutien au prog. NZ A I D X B W P F M C A u s A i d I C C A I C o n s I n t l	2 300 73 246 18 006 4 000 35 244	
	• Appui fourni pour la préparation de demandes de ressources financières et techniques au niveau national	• Aider les Membres à préparer des demandes de financement appuyant la mise en œuvre nationale des plans d'action sur les espèces marines.			

PROGRAMME 1

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

F

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US		
Résultat 1.2.4 – Prévention et gestion des espèces envahissantes appuyées					
1.2.4.1 Développement de la sensibilisation, des capacités et de la législation appuyé en matière de gestion des espèces envahissantes	• Initiative de sensibilisation aux espèces envahissantes élaborées et mise en œuvre appuyée	• Fournir un appui technique en vue de l'élaboration d'un programme régional ou national de sensibilisation aux espèces envahissantes.	Sous-total 614 587 \$		
	• Besoins de développement des capacités des pays et territoires insulaires océaniques en matière de gestion des espèces envahissantes recensés et abordés	• Appuyer les programmes de formation sur les espèces envahissantes dans deux pays ou territoires océaniques.	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
			224 637 \$	386 950 \$	3 000 \$
	• Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une législation visant à gérer les espèces envahissantes.	• Fournir un appui technique en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une législation ou de protocoles améliorés dans deux pays ou territoires océaniques.	Source de financement		
1.2.4.2 Collecte de données, analyse et recherche appuyées pour améliorer la gestion des espèces envahissantes par les pays et territoires insulaires océaniques.	• Acquisition de données régionales sur les espèces envahissantes appuyée et données mises à la disposition des pays et territoires insulaires océaniques et des autres partenaires.	• Apporter un appui aux études sur les espèces envahissantes à Kiribati et au Samoa.	AusAID XB	51 778	
	• Élaboration de modèles analytiques d'évaluation des risques et hiérarchisation des activités de gestion par ordre de priorité appuyées.	• Appuyer l'élaboration du système d'évaluation des risques liés aux espèces adventices dans deux pays ou territoires océaniques.	Chine	9 350	
	• Recherche améliorant la gestion des espèces prioritaires appuyée.	• Fournir un appui technique aux projets de recherche sur les espèces envahissantes à Kiribati et au Samoa.	OMI	80 000	
1.2.4.3 Élaboration et mise en œuvre d'activités de lutte contre les espèces envahissantes et de restauration de la biodiversité appuyées	• Élaboration de processus pour éviter la propagation d'espèces envahissantes appuyée	• Fournir un appui technique en vue de l'amélioration des contrôles aux frontières et mesures de quarantaine dans au moins deux pays ou territoires océaniques.	Soutien au prog. NZAID XB	2 220	
	• Conseils techniques fournis pour renforcer la gestion des espèces envahissantes établies	• Fournir un appui technique à des projets de gestion des espèces envahissantes dans au moins deux pays ou territoires océaniques.	TNC	130 050	
	• Conseils techniques fournis pour renforcer la restauration des écosystèmes suite à l'éradication d'espèces envahissantes	• Fournir un appui technique à des projets de restauration dans au moins deux pays ou territoires océaniques.	COSI	200 100	
1.2.4.4 Approche régionale de la gestion des espèces envahissantes élaborée et mise en œuvre appuyée	• Projets régionaux sur les espèces envahissantes identifiés et élaborés et mise en œuvre appuyée	• Préparer deux demandes de financement stratégique visant la gestion des espèces envahissantes dans la région.	Ramsar	2 000	
	• Services régionaux sur les espèces envahissantes appuyés, notamment le Réseau pédagogique océanique sur les espèces envahissantes (PILN), l'Initiative océanique sur les espèces envahissantes (PII) et le programme de la CPS sur les espèces envahissantes.	• Fournir une assistance au PILN, à la PII et à la CPS et coordonner le programme du PROE sur les espèces envahissantes avec leurs activités.	PNUE	20 000	

PROGRAMME 1

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

F

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US		
Résultat 1.2.5 – Capacité d'éducation et de communication renforcées pour appuyer la conservation et la gestion des espèces					
1.2.5.1 Capacités de communication en matière de conservation et de gestion des espèces renforcées	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités nationales et régionales de communication en matière de conservation et de gestion des espèces recensés Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> Consulter les responsables nationaux pour recenser les capacités requises dans au moins un pays ou territoire insulaire océanien. 	Sous-total 14 514 \$		
			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
			12 014 \$	2 500 \$	0 \$
1.2.5.2 Élaboration et mise en œuvre de stratégies de communication visant l'amélioration de la conservation et la gestion des espèces appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de communication visant la promotion de manifestations et de processus internationaux et régionaux sur les espèces Appui fourni à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de communication pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations découlant des accords internationaux et régionaux sur les espèces 	<ul style="list-style-type: none"> Préparer un projet de stratégie de communication pour promouvoir les manifestations portant sur les espèces. Contribuer à l'élaboration d'une stratégie de communication sur les espèces dans au moins un pays ou territoire insulaire océanien. 	Source de financement		
			Soutien au prog. NZAID XB	2 220 12 294	
Résultat 1.2.6 – Collecte d'informations sur les espèces et accès à ces informations facilités					
1.2.6.1 Informations sur la conservation et la gestion des espèces recensées et diffusées	<ul style="list-style-type: none"> Informations sur la conservation et la gestion des espèces dans le Pacifique réunies ou obtenues Informations sur la conservation et la gestion des espèces diffusées aux parties prenantes dans un format approprié 	<ul style="list-style-type: none"> Coordonner la mise en œuvre du Système de base de données de recherche et de suivi sur les tortues (TREDS) dans les pays et territoires insulaires océaniques. Coordonner l'acquisition de données sur les activités de marquage des tortues menées par les pays et territoires insulaires océaniques. Contribuer à la préparation d'informations sur les espèces marines destinées aux communautés, en collaboration avec les partenaires nationaux dans le cadre de projets spécifiques. Coordonner la diffusion des données de TREDS aux pays et territoires insulaires océaniques. Entretien des réseaux sur les dugongs, les tortues marines, les cétacés et les requins et diffuser les informations pertinentes. Apporter un appui en vue de la traduction en langue locale des documents pertinents. Régulièrement mettre à jour les bibliothèques virtuelles du PEIN sur l'environnement. 	Sous-total 76 391 \$		
			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
			60 923 \$	14 968 \$	500 \$
			Source de financement		
			Soutien au prog. NZAID XB	2 220 15 780	
			WPFMC	54 128	
			Budget de base	4 263	
1.2.6.2 Capacité à recueillir des informations sur la conservation des espèces renforcée	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités en matière de collecte de données sur la conservation des espèces recensés et abordés. Appui fourni pour le stockage et la mise à jour des données sur la conservation des espèces. 	<ul style="list-style-type: none"> Mener des actions de formation sur l'application et le développement de TREDS. Distribuer les mises à jour logicielles et fournir une assistance informatique aux pays et territoires insulaires océaniques concernant l'utilisation de TREDS. 			
1.2.6.3 Suivi et évaluation des projets sur les espèces appuyés	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni pour l'élaboration et la mise en œuvre de processus de suivi et d'évaluation dans le cadre des plans de gestion et de conservation des espèces 	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer un modèle de suivi et d'évaluation en vue de la mise en œuvre des plans d'action sur les espèces marines. 			

Volet : 1.3 - Communautés, institutions, éducation et gestion des connaissances

Objectif : Donner aux communautés et institutions des pays et territoires insulaires océaniques la capacité, l'éducation et les connaissances nécessaires pour planifier et gérer leur développement écologiquement durable

L'amélioration de la capacité des individus et des institutions continue d'être un élément important du plan de travail annuel du Secrétariat. En 2010, le Secrétariat exécutera le projet de renforcement des capacités sur les AME financé par la CE, qui lui permettra de répondre à divers besoins prioritaires dans ce domaine, notamment les besoins transversaux des Membres parties à des AME. Ces activités seront complétées par plusieurs projets financés par le FEM et AusAID qui aborderont les capacités à renforcer dans des secteurs spécifiques ainsi que les questions transversales. Le Conseiller en matière de développement des capacités coordonnera le projet de la CE sur les AME tout en aidant les chargés de programmes à planifier, exécuter et suivre des projets et interventions spécifiques. L'augmentation du financement de la gestion de l'environnement et du développement des capacités nécessitera le renforcement des mécanismes institutionnels. Le Secrétariat aidera à la demande les Membres qui évalueront et élaboreront des plans stratégiques institutionnels comprenant des mécanismes de suivi et d'évaluation. Lorsque la capacité d'absorption risque de poser problème, le Secrétariat contribuera à l'affectation de bénévoles pour fournir une formation sur le lieu de travail ainsi qu'une assistance technique. Le soutien au développement des capacités dans la gestion du cycle des projets se poursuivra en collaboration avec les agents d'exécution du FEM et les autres organisations du CORP. Des conseils techniques continueront d'être fournis aux Membres dans le cadre du projet de renforcement des capacités et de gestion durable des sols financé par le FEM.

Les Membres reconnaissent de plus en plus le besoin de mettre en place des mécanismes de communication et d'éducation stratégique pour promouvoir les bonnes pratiques en matière de gestion de l'environnement, de conservation de la nature et de développement durable. La Décennie pour l'éducation en vue du développement durable (2005 - 2014) a ouvert la voie au développement d'approches systématiques de la protection de l'environnement et du développement durable.

Les activités du PROE dans le domaine de l'éducation et de la communication encourageront l'utilisation stratégique et intégrée des outils pertinents pour susciter des changements aux niveaux personnel, communautaire et structurel/politique. Le marketing social continuera de jouer un rôle important dans ces activités, de même que le renforcement des capacités des médias et des autres éducateurs publics. L'enseignement scolaire bénéficiera de directives et de matériels éducatifs cadrant avec les programmes existants. Un soutien sera également fourni en vue de la conception et de la célébration de l'Année internationale de la biodiversité et de la prochaine réunion des parties à la Convention sur la diversité biologique.

L'amélioration de l'accès à des informations environnementales pertinentes et actuelles reste une priorité importante. On continuera à cet égard de recenser et de recueillir des données nationales et régionales critiques et de les diffuser par le biais du site web du PROE et du centre d'échanges en ligne du Réseau océanique d'information sur l'environnement (PEIN) en faisant fond sur les relations développées dans le cadre de ce dernier. L'année 2010 sera axée sur le renforcement de l'accès aux informations sur les AME et la mise en place d'un centre d'échanges, dans le but d'améliorer la circulation de l'information pour favoriser le respect des obligations nationales découlant de ces accords. Le renforcement des capacités en gestion de l'information continuera d'être appuyé grâce à des ateliers dans les pays, une assistance à la formation et l'élaboration de matériels éducatifs. Le CID du PROE continuera en 2010 de collaborer activement avec les autres organisations du CORP pour renforcer un cadre régional de développement des capacités et de partage de l'information.

PROGRAMME 1

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

F

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US		
Résultat 1.3.1 – Développement des capacités des ressources humaines, renforcement institutionnel et formation à l'environnement appuyés					
1.3.1.1 Besoins de capacités nationales recensés aux niveaux individuel et institutionnel et mesures de développement des capacités appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Identification des besoins de capacités sur les AME et mise en œuvre des mesures de développement des capacités prioritaires appuyées. Élaboration et mise en œuvre de plans stratégiques et de stratégies de développement des ressources humaines des services de l'environnement appuyées. 	<ul style="list-style-type: none"> Coordonner le projet de la CE de renforcement des capacités en vue de la mise en œuvre des AME. Aider au moins 6 chargés de programmes à planifier, exécuter et suivre des activités de renforcement des capacités visant la mise en œuvre des AME. Aider au moins 4 Membres à mobiliser des ressources et identifier des partenaires pour la mise en œuvre des mesures prioritaires de développement des capacités sur les AME. 	Sous-total 249 387 \$		
			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
			161 329 \$	81 920 \$	6 138 \$
			Source de financement		
			AusAID XB Soutien au prog. NZAID XB CE/PNUE	61 011 2 220 28 452 157 704	
1.3.1.2 Capacités de gestion de projets appuyées aux niveaux individuel et institutionnel	<ul style="list-style-type: none"> Activités de développement des capacités en gestion de projets recensées, mises en œuvre et appuyées Réseaux de gestion de projets appuyés au niveau national 	<ul style="list-style-type: none"> Communiquer avec au moins 2 organismes donateurs pour promouvoir le développement des capacités en gestion de projets lors de la conception et de la mise en œuvre des projets. Communiquer avec 2 gouvernements nationaux et parties prenantes pour promouvoir et appuyer la création et le fonctionnement de réseaux de développement des capacités en gestion de projets. 			
1.3.1.3 Programmes de détachements de volontaires, de détachements entre pays et de stages élaborés et mise en œuvre appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Programmes de détachements de volontaires, de détachements entre pays et de stages élaborés et ressources financières recensées et obtenues 	<ul style="list-style-type: none"> Faciliter l'affectation de bénévoles dans les pays qui en ont besoin. Recenser, promouvoir et appuyer au moins 4 détachements entre pays et stages dans le cadre de projets nationaux et régionaux. 			
Résultat 1.3.2 – Éducation et communication propices aux changements de comportements appuyés					
1.3.2.1 Intégration des questions d'environnement et de développement durable dans l'éducation formelle appuyée.	<ul style="list-style-type: none"> Conseils fournis en vue de l'inclusion des questions d'environnement et de développement durable dans les programmes scolaires Conseils fournis sur l'élaboration de matériels éducatifs destinés à être inclus dans les programmes scolaires. Appui fourni pour l'inclusion des principes de l'Éducation en vue du développement durable (EDD) dans les programmes nationaux 	<ul style="list-style-type: none"> Participer et contribuer à l'intégration des questions d'environnement et d'EDD dans les programmes scolaires nationaux lors de leur révision. Élaborer un guide sur l'inclusion de l'EDD dans les programmes scolaires et le diffuser aux ministères de l'éducation des pays et territoires insulaires océaniques. Partager avec les pays et territoires insulaires océaniques les bonnes pratiques concernant l'EDD dans les écoles. Préparer un catalogue des ressources d'EDD disponibles et le diffuser aux ministères de l'éducation des pays et territoires insulaires océaniques. Fournir à la demande des pays et territoires un appui technique en vue de la préparation de matériels éducatifs. Rassembler et diffuser des exemples de bonnes pratiques d'application des principes de l'EDD. 	Sous-total 305 892 \$		
			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
			111 019 \$	179 345 \$	15 528 \$
			Source de financement		
			Soutien au prog. NZAID XB AusAid ICCAI PNUE À identifier	2 220 133 299 100 000 46 166 24 207	

PROGRAMME 1

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

F

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US					
1.3.2.2 Activités et programmes d'éducation informelle sur l'environnement promus et appuyés	<ul style="list-style-type: none"> Conseils fournis pour l'inclusion des questions d'environnement et de développement durable dans les activités d'éducation informelle 	<ul style="list-style-type: none"> Préparer un guide sur l'application de l'EDD à l'éducation et la communication dans tous les domaines de travail du PROE et le diffuser aux correspondants nationaux et autres points de contact pertinents. Apporter à la demande un appui en matière de planification stratégique de la communication et de l'éducation à l'environnement et au développement durable au niveau national. 						
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni pour l'élaboration et la diffusion de matériels éducatifs sur les principes de l'EDD. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui et participer à l'élaboration de matériels appropriés pour contribuer à l'application de l'EDD dans toutes les activités d'éducation et de communication du PROE. 						
1.3.2.3 Initiatives de communication élaborées et mises en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> Initiatives de sensibilisation aux questions d'environnement et de développement durable dans les programmes scolaires dans des cadres non formels élaborées et mises en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> Promouvoir les bonnes pratiques d'EDD dans les médias et lors des réunions régionales/internationales si possible. 						
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni pour développer les capacités d'éducation et de communication dans les pays et territoires insulaires océaniques 	<ul style="list-style-type: none"> Diffuser électroniquement le Guide des médias sur l'EDD préparé par l'UNESCO et promouvoir son utilisation lors des ateliers destinés aux médias. Faciliter les possibilités de formation/stages susceptibles de renforcer la sensibilisation à l'environnement dans au moins 2 pays. Aider au moins un pays ou territoire insulaire océanique à élaborer une stratégie de communication intégrée sur les problèmes d'environnement. 						
1.3.2.4 Campagnes régionales de sensibilisation appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Campagnes régionales élaborées et approuvées par le PROE 	<ul style="list-style-type: none"> Évaluer les résultats de l'Année océanique du changement climatique (2009). Célébrer l'Année internationale de la biodiversité (2010). 						
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni pour la mise en œuvre des activités de la campagne 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui à la mise en œuvre des activités de l'Année internationale de la biodiversité (2010), notamment à la réalisation d'un film/documentaire de sensibilisation. 						
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni pour suivre, évaluer et rendre compte de la mise en œuvre de la campagne 	<ul style="list-style-type: none"> Contribuer à l'élaboration et à l'application d'un mécanisme de suivi et d'évaluation de la campagne de l'Année océanique de la biodiversité (2010). 						
Résultat 1.3.3 – Connaissances rassemblées et diffusées et accès aux informations environnementales appuyé								
1.3.3.1 Informations importantes sur l'environnement recensées et diffusées	<ul style="list-style-type: none"> Informations importantes sur l'environnement recensées et diffusées aux parties prenantes dans des formats appropriés 	<ul style="list-style-type: none"> Recenser et diffuser des informations importantes sur l'environnement dans des formats appropriés. 				Sous-total 101 164 \$		
	<ul style="list-style-type: none"> Produits d'information et ressources répondant aux besoins d'information des parties prenantes élaborés, diffusés et actualisés dans des formats appropriés 	<ul style="list-style-type: none"> Répertoires des profils de pays, Bibliothèques virtuelles sur l'environnement, Répertoire des enseignements du passé, Répertoire des stratégies et cadres régionaux et Recueil d'informations sur l'environnement (PEIN) actualisés et diffusés. Mécanisme d'échanges en ligne sur les AME élaboré. Base de données sur les AME mise au point et à l'essai dans trois pays ou territoires insulaires océaniques. Travaux de protection et de préservation du savoir traditionnel réalisés dans au moins 2 pays. Élaborer un outil de base de données sur le web pour identifier les profils de pays et y accéder. 				Frais de personnel 63 164 \$	Frais de fonct. 38 000 \$	Frais d'invest. 0 \$
Source de financement								
		Budget de base PNUE				51 150		
		Soutien au prog. NZAID XB	35 500					
			2 220					
			12 294					

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

F

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US
1.3.3.2 Développement des Centres d'information et de documentation (CID) des pays et territoires insulaires océaniques appuyé	<ul style="list-style-type: none"> • Besoins de développement des capacités en gestion de l'information recensés dans les pays et territoires insulaires océaniques • Initiatives de développement des capacités organisées • Assistance fournie pour identifier des sources de financement visant le développement de l'infrastructure d'appui à la gestion de l'information • Conseils et appui techniques fournis pour développer l'infrastructure institutionnelle d'appui à la gestion de l'information 	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser des ateliers d'information dans trois pays ou territoires insulaires océaniques pour recenser les besoins et définir des mesures d'incitation et des processus de partage de l'information. • Organiser des formations dans les pays pour renforcer les capacités de gestion de l'information dans trois pays ou territoires insulaires océaniques. • Disséminer aux partenaires du PEIN, par le biais de sa liste de diffusion, des informations sur les sources de financement et l'assistance technique visant le développement de l'infrastructure d'appui à la gestion de l'information. • Conseiller les partenaires du PEIN sur les meilleures pratiques afin de développer l'infrastructure institutionnelle d'appui à la gestion de l'information. 	
1.3.3.3 Centre d'information et de documentation (CID) du PROE régulièrement mis à jour et services d'information fournis	<ul style="list-style-type: none"> • Matériels d'information sur l'environnement régulièrement recensés, acquis et catalogués dans la bibliothèque du PROE • Ajouts à la bibliothèque du PROE communiqués et disponibles aux parties prenantes • Site web du CID du PROE régulièrement actualisé • Services de référence et de recherche fournis 	<ul style="list-style-type: none"> • Recenser, acquérir et cataloguer des matériels d'information sur l'environnement et les rendre disponibles par le biais du CID. • Publier sur internet et distribuer par email des mises à jour régulières sur les nouveaux matériels d'information disponibles auprès du CID. • Maintenir le site web et la base de données du CID à jour. • Fournir des services de référence et de recherche au personnel du PROE et aux partenaires régionaux. 	

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES \$US	SOURCE DE FINANCEMENT		
Frais de personnel :	AusAID XB	299 239	
	Cons Int'l	67 940	
	Budget de base	59 675	
	France	78 696	
	Soutien au prog.	31 720	
	NZAID XB	553 968	
	Ramsar	73 510	
	TNC	74 050	
	PNUE	76 726	
	WPFMC	70 230	
	Frais de fonctionnement :	AusAID XB	42 000
AusAID-ICCAI		264 442	
Cons Int'l		295 244	
France		110 000	
OMI		80 000	
MacArthur		45 000	
NOAA		30 000	
NZAID XB		132 760	
Ramsar		26 786	
Taiwan		10.000	
Rép. de Chine		8 350	
TNC		56 000	
PNUE		306 706	
WPFMC		19 630	
Frais d'investissement :		À identifier	73 707
	AusAid ICCAI	15 528	
	République de	1 000	
	Chine	5 000	
	Cons Int'l	200	
	NZ XB	2 200	
	Ramsar	6 138	
	PNUE	500	
	WPFMC	---	
	FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	2 843 238	
		FINANCEMENTS À IDENTIFIER	
		73 707	

2. AVENIRS OCÉANIENS

Objectif : Pays et territoires insulaires océaniques à même de s'organiser et de faire face aux menaces et pressions sur les systèmes océaniques et insulaires

Contexte stratégique

Ce programme a pour objet de garantir un environnement sain pour les générations présentes et futures des îles du Pacifique.

Il est axé sur deux grands domaines d'intervention définis dans le Plan d'action pour la gestion de l'environnement océanique, à savoir le changement climatique et la gestion de la pollution et des déchets. Le programme de travail dans ces domaines continuera d'être guidé par les stratégies régionales. Dans le premier domaine, les documents de référence sont le Cadre océanique d'intervention sur les changements climatiques et son Plan d'action, qui sous-tendent le travail du Secrétariat en matière d'adaptation, d'atténuation et de sensibilisation au changement climatique et couvrent également l'appauvrissement de la couche d'ozone.

Dans le second, le document de référence est la Stratégie régionale et le Plan d'action sur la gestion des déchets solides ainsi que diverses stratégies sectorielles, par exemple sur la pollution marine.

Pour la deuxième année, le cadre révisé des résultats du programme regroupe en 2010 d'autres activités relevant de la gouvernance environnementale. Il regroupe ainsi des domaines de travail liés au développement durable, à l'intégration et aux outils et processus décisionnels. Il comprend également des activités de mobilisation des ressources dans le cadre du FEM et d'autres mécanismes.

Cette révision a en outre entraîné l'inclusion de questions intersectorielles telles que le développement des capacités, l'éducation et la communication sur l'environnement, le droit environnemental et la participation aux Accords multilatéraux sur l'environnement (AME). Par exemple, toutes les activités réalisées au titre de la Convention-cadre sur les changements climatiques relèvent dorénavant du résultat 2.1.1 sur le changement climatique plutôt que d'un résultat distinct sur les AME comme précédemment. Cette modification a permis de regrouper des activités thématiques.

L'augmentation de 67 % (2 110 178 \$US) par rapport au budget révisé de 2009 est essentiellement due à la hausse de 51 % (768 055 \$US) du financement FEM-PNUD au financement de nouveaux projets par la CE et le PNUE (329 103 \$US) et par la Direction suisse du développement et de la coopération (400 000 \$US).

Les agents suivants contribuent à la réalisation des objectifs de ce programme :

Netatua PELESIKOTI	Directeur du programme Avenirs océaniques
Rosanna GALUVAO	Secrétaire du directeur du programme
Vacant	Conseiller en prévention de la pollution
Anthony TALOULI	Spécialiste de la pollution marine
Vacant	Spécialiste de la gestion des déchets – JICA
Esther RICHARDS	Spécialiste des déchets solides
Espen RONNENBERG	Conseiller en matière de changement climatique
Dean SOLOFA	Chargé de projet – Système mondial d'observation du climat
pour l'Océanie	
Non financé	Spécialiste en météorologie/climatologie
Joe STANLEY	Conseiller chargé de l'assistance du FEM
Solomone FIFITA	Responsable du Projet PIGGAREP
À pourvoir	Assistant de projet - PIGGAREP
Fine LAO	Spécialiste de l'adaptation au changement climatique
Taito NAKALEVU	Responsable du Projet PACC
Seve PAENIU	Conseiller en matière de développement durable
Tepa SUAESI	Spécialiste de l'environnement
Non financé	Spécialiste en économie des ressources naturelles
Non financé	Chargé des études d'impact sur l'environnement
Non financé	Administrateur adjoint – SIG
Clark PETERU	Chargé de projet – Droit environnemental
Joyce TULUA	Assistante de programme

Volet : 2.1 - Changement climatique

Objectif : Améliorer la compréhension des pays et territoires insulaires océaniques à l'égard des questions liées au changement climatique, à la variabilité du climat et à l'élévation du niveau de la mer et renforcer leurs capacités dans ces domaines

La vulnérabilité aux phénomènes associés aux effets néfastes du changement climatique est déjà une réalité dans les pays et territoires insulaires océaniques et se traduit par : des cyclones plus violents et plus fréquents ; des modifications des régimes climatiques qui perturbent l'agriculture ; la dégradation de l'infrastructure côtière, des habitats côtiers et des organismes coralliens ; et des cas fréquents de maladies tropicales ou transmises par les moustiques.

Comme indiqué dans l'introduction, ce volet de programme constitue une priorité pour les Membres et des progrès réguliers ont été enregistrés dans plusieurs domaines au cours des dernières années :

- Le Cadre océanique d'intervention sur les changements climatiques (PIFACC) a été révisé et adopté par le Forum des îles du Pacifique ;
- Un Plan d'action pour la mise en œuvre du PIFACC a été élaboré et publié ;
- Les projets pilotes d'adaptation ont été élaborés pour démontrer comment améliorer la résilience au changement climatique dans la région ;
- La Stratégie océanique de mise en œuvre du Protocole de Montréal a appuyé l'élimination des substances qui appauvrissent la couche d'ozone ;
- Un soutien a été fourni pour l'observation du climat dans la région ; et
- La participation aux négociations internationales a été efficace grâce au soutien du Secrétariat.

Les activités prévues pour 2010 comprennent :

- Le Projet océanique d'adaptation au changement climatique (PACC) lancé en 2009 et qui se poursuivra en 2010 ;
- Une assistance continuera d'être fournie aux pays pour les aider à participer aux réunions internationales (CCNUCC et Protocole de Kyoto) et à recenser des possibilités ;
- La mise en œuvre se poursuivra sur un projet régional de promotion des énergies renouvelables visant la réduction des émissions de gaz à effet de serre (PIGGAREP) ;
- Une assistance continuera d'être fournie pour l'observation du climat dans la région ;
- Le Plan d'action stratégique pour le développement de la météorologie dans le Pacifique sera révisé ;
- Le Plan d'action pour la mise en œuvre du PIFACC se poursuivra suite à la tenue de la Table ronde des îles océaniques sur le changement climatique en 2008 et en 2009 et une nouvelle Table ronde sera organisée en 2010 ;
- 2009 a été désignée Année du changement climatique lors de la 19^e Conférence du PROE tenue à Pohnpei et plusieurs activités seront menées dans ce contexte.

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

F

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US		
Résultat 2.1.1 – Gestion et mise en œuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur le changement climatique appuyées					
2.1.1.1 Soutien à la participation des pays et territoires insulaires océaniques aux réunions et manifestations sur les espèces	<ul style="list-style-type: none"> Consultations préparatoires menées avant les grandes réunions pour aborder la portée des points de l'ordre du jour 	<ul style="list-style-type: none"> Répondre aux demandes de soutien aux deuxièmes communications nationales de la CCNUCC élaborées et soumises en 2008 en vue de leur mise en œuvre. Réunions organisées avant les principales sessions de la CCNUCC et avant les négociations de la CdP15. 	Sous-total 505 063 \$		
	<ul style="list-style-type: none"> Positions et stratégies régionales permettant de réaliser les priorités régionales définies avant les grandes réunions et exprimées pendant celles-ci. 	<ul style="list-style-type: none"> Documents d'information devant être préparés et diffusés avant les principales sessions de la CCNUCC ; prises de position élaborées lors de ces sessions. 	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
	<ul style="list-style-type: none"> Préparation de notes d'information avant les grandes réunions appuyée 	<ul style="list-style-type: none"> Prises de position sur les points à l'ordre du jour de la CCNUCC importants pour les pays insulaires océaniques élaborées en cours d'année. Documents d'information préparés pour les autres grandes réunions (PEM/REMM, RMSD, PIFS, etc.). 	102 140 \$	401 323 \$	1 600 \$
	<ul style="list-style-type: none"> Appui logistique et technique fourni lors des grandes réunions. 	<ul style="list-style-type: none"> Appui technique fourni pour les grandes réunions intersessionnelles ; appui supplémentaire en matière de communication et d'administration pour la CdP15. Participer à l'étude régionale économique sur le changement climatique dans au moins un pays insulaire océanien. Dispenser une formation nationale en négociation dans le contexte des AME. 	Source de financement		
			AusAID XB	70 420	
			AusAid ICCAI	67 184	
			Budget de base	4 262	
			NZAID XB	59 914	
			Soutien au prog.	2 183	
			SDC	300 000	
			PNUE	1 100	
2.1.1.2 Initiatives de développement des capacités menées, et assistance technique et actions de sensibilisation conduites pour promouvoir le respect par les pays et territoires insulaires océaniques des accords internationaux et régionaux sur le changement climatique	<ul style="list-style-type: none"> Initiatives de développement des capacités conçues et menées à bien pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations. 	<ul style="list-style-type: none"> Proposition d'appui aux deuxièmes communications nationales de la CCNUCC élaborée et demande de financement soumise en 2008 en vue de leur mise en œuvre. Dispenser une formation en négociation dans un pays. Dispenser une formation nationale en négociation dans le contexte des AME. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Conseils techniques fournis pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations 	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni à la demande. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Intérêts des pays insulaires océaniques promus auprès des organes internationaux et régionaux Étude réalisée et rapport mis à la disposition de tous les négociateurs des pays insulaires océaniques en matière de changement climatique 	<ul style="list-style-type: none"> Participer à toutes les grandes réunions de la CCNUCC pour défendre les intérêts des pays insulaires océaniques et élaborer des supports médiatiques selon les besoins Participer à l'étude régionale économique sur le changement climatique dans au moins un pays insulaire océanien. 			
2.1.1.3 Assistance juridique fournie pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'une législation sur le changement climatique	<ul style="list-style-type: none"> Assistance juridique fournie en vue de la ratification des accords internationaux et régionaux par les pays insulaires océaniques 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir à la demande une assistance juridique aux pays insulaires océaniques sur tout nouvel instrument de la CCNUCC. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Assistance juridique fournie pour aider les pays insulaires océaniques à élaborer des lois propices au respect des obligations internationales et régionales 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui en vue de la mise en œuvre des obligations découlant du MDP ou des fonds d'adaptation. Contribuer à l'élaboration d'une loi de mise en œuvre des AME à la demande. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Mécanisme d'échange d'informations sur les accords internationaux et les lois nationales en place et appuyé 	<ul style="list-style-type: none"> Mettre à jour le portail du PROE sur le changement climatique. 			

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

F

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US		
2.1.1.4 Ressources financières recensées et mobilisées pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives sur le changement climatique	• Ressources financières recensées pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales.	• Utiliser les sessions de la CCNUCC pour solliciter et identifier des sources de financement pour les activités portant sur le changement climatique et communiquer avec les donateurs actuels.			
	• Propositions élaborées et soumises pour permettre l'accès aux ressources financières aux échelons régional ou multinational.	• Préparer des demandes de financement dans les domaines lacunaires recensés par la Table ronde des îles océaniques sur le changement climatique (PCCR).			
	• Assistance fournie pour élaborer des propositions nationales permettant d'accéder aux ressources financières à l'échelon national	• Contribuer, à la demande, à l'élaboration des propositions.			
2.1.1.5 Mise en œuvre de plans et stratégies régionaux sur le changement climatique appuyée	• Initiatives sur le changement climatique recensées dans le Plan Pacifique élaborées, promues et dûment consignées	• Réviser et préparer des rapports réguliers concernant les activités sur le changement climatique relevant du Plan Pacifique.			
	• Initiatives régionales recensées dans le Cadre océanien d'intervention sur les changements climatiques (PIFACC) élaborées et mises en œuvre	• Élaborer des propositions dans les domaines lacunaires recensés par la PCCR.			
	• Appui fourni à l'élaboration et à la mise en œuvre des activités nationales recensées par le PIFACC	• Contribuer, à la demande, à l'élaboration des propositions.			
2.1.2 — Adaptation aux effets néfastes du changement climatique appuyée					
2.1.2.1 Élaboration et mise en œuvre de mesures d'adaptation appuyées à tous les niveaux	• Projets régionaux d'adaptation recensés, conçus et coordonnés et mise en œuvre appuyée au niveau national	• Travailler avec la FAO pour donner suite à la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale : les défis du changement climatique et des bioénergies.	Sous-total 1 540 829 \$		
	• Appui fourni en vue de l'accès aux financements permettant la mise en œuvre des mesures nationales d'adaptation	• Évaluer la vulnérabilité et l'adaptation des sites pilotes du PACC.	Frais de personnel 184 269 \$	Frais de fonct. 1 350 960 \$	Frais d'invest. 5 600 \$
2.1.2.2 Recensement des secteurs d'intervention prioritaire vulnérables aux effets du changement climatique appuyé	• Conseils techniques fournis pour faciliter le recensement des secteurs d'intervention prioritaire vulnérables aux effets du changement climatique	• Aider les pays à élaborer leurs directives de démonstration concernant les sites pilotes du PACC. • Aider les pays à réaliser l'évaluation de la vulnérabilité et de l'adaptation des sites pilotes du PACC. • Aider les pays à réaliser des démonstrations sur les sites pilotes du PACC.	Source de financement		
2.1.2.3 Collecte de données et recensement des savoirs traditionnels appuyés pour soutenir la conception et la mise en œuvre des mesures d'adaptation	• Sources de données et savoirs traditionnels permettant de mieux comprendre le changement climatique recensées	• Développer les connaissances et la base de données sur le savoir traditionnel par le biais du portail sur le changement climatique et ainsi améliorer la compréhension de cette question.	AusAID XB FEM-PNUD NZAID XB Soutien au prog. Suisse	26 118 1 369 032 43 496 2 183 100 000	
	• Conseils fournis sur la meilleure façon d'intégrer les données et les savoirs traditionnels dans la conception et la mise en œuvre du projet d'adaptation	• Déterminer comment le savoir traditionnel et les données peuvent être intégrées dans les interventions d'adaptation du PACC.			
2.1.2.4 Intégration des mesures d'adaptation aux stratégies de développement durable promue et appuyée	• Meilleures pratiques et retours d'expérience des activités d'adaptation intégrés dans les stratégies de développement durable	• Élaborer des procédures de suivi et d'évaluation pour le PACC.			

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

F

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US		
Résultat 2.1.3 – Renforcement de la gouvernance sur le changement climatique appuyé					
2.1.3.1 Intégration du changement climatique dans les politiques nationales, les processus de planification et de décision à tous les niveaux promue et appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Processus décisionnels optimaux permettant une meilleure allocation des ressources au niveau national élaborés et diffusés 	<ul style="list-style-type: none"> Aider les pays à élaborer des directives sur les meilleures pratiques ainsi que des processus visant à intégrer le changement climatique dans la planification du développement et les processus budgétaires. Réaliser des études dans certains pays insulaires océaniques pour déterminer les meilleures pratiques et diffuser le rapport par le biais de la PCCR. 	Sous-total 81 988 \$		
	<ul style="list-style-type: none"> Directives permettant une meilleure adoption des processus de gestion des risques élaborées et diffusées 	<ul style="list-style-type: none"> Appuyer l'élaboration, l'actualisation et la diffusion de directives visant l'intégration de la gestion des risques de catastrophes dans la planification nationale élaborée avec le réseau de partenariats dirigé par la SOPAC avec le PIFS, le PROE et le PNUD. Coopérer avec la SOPAC et les initiatives de la Banque mondiale sur la réduction des risques. 	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
	<ul style="list-style-type: none"> Initiatives de développement des capacités améliorant l'intégration du changement climatique dans les stratégies de développement durable recensées et abordées 	<ul style="list-style-type: none"> Aider les pays insulaires océaniques à concevoir et mettre en œuvre des initiatives répondant à leurs besoins de développement des capacités nationales en matière d'intégration du changement climatique dans les processus de planification du développement. 	28 301 \$	53 687 \$	0 \$
Source de financement					
			AusAID XB	29 417	
			AusAid ICCAI	50 388	
			Soutien au prog.	2 183	
2.1.3.2 Partenariats renforcés entre les organismes publics, le secteur privé, la société civile, la collectivité et les autres parties prenantes	<ul style="list-style-type: none"> Liens entre les organisations recueillant des données sur le changement climatique recensés Approches régionales de gestion du changement climatique élaborées et mise en œuvre appuyée par la PCCR 	<ul style="list-style-type: none"> Utiliser la PCCR pour recueillir des informations sur les activités menées par les organisations et les diffuser sur le portail du PROE sur le changement climatique. Inscrire la riposte régionale au changement climatique à l'ordre du jour de la réunion de la PCCR de 2009. 			
Résultat 2.1.4 – Collecte d'informations techniques sur le changement climatique et accès à ces informations facilités					
2.1.4.1 Suivi des systèmes météorologiques et climatiques océaniques appuyé	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de l'exécution des Plans de mise en œuvre des services météorologiques et climatiques nationaux et régionaux 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir, à la demande, une assistance visant l'obtention de ressources ou d'un appui technique pour les pays et territoires insulaires océaniques. Poursuivre la coordination de la formation théorique OMM-NOAA pour au moins 3 météorologues océaniques. Mettre en œuvre, dans le cadre du projet conjoint entre le PROE et l'Institut météorologique finlandais (IMF), une formation régionale sur les systèmes de gestion de la qualité concernant les normes d'exploitation de l'aviation. 	Sous-total 383 091 \$		
	<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre du Plan d'action stratégique pour les services météorologiques et climatiques appuyée 	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre, dans le cadre du projet conjoint entre le PROE et l'Institut météorologique finlandais (IMF), la révision du Plan stratégique 2000-2009 en vue de sa finalisation en 2010. Coordonner avec l'OMM et la SOPAC la révision et la mise en œuvre des résultats de la réunion conjointe des directeurs des services météorologiques régionaux et des responsables nationaux de la gestion des catastrophes organisée en 2009. 	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
				97 789 \$	285 302 \$
Source de financement					
			AusAID XB	22 685	
			Inst. météo. finl.	72 000	
			NOAA	145 120	
			NZAID XXB	136 000	
			Soutien au prog.	2 183	
			À identifier	5 103	

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

F

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US		
	<ul style="list-style-type: none"> Exécution du plan de mise en œuvre du SMOC-IP appuyée 	<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre la mise en œuvre des projets SMOC-IP et coordonner les rapports diffusés au SMOC-IP, à l'OMM, au SMOC et aux Membres du PROE. Solliciter des ressources en vue de l'organisation d'une réunion du comité directeur du SMOC-IP devant réviser ses plans d'action et de mise en œuvre. 			
2.1.4.2 Intégration des ensembles de données techniques sur le climat dans les autres ensembles de données environnementales, sociales et économiques et dans les savoirs traditionnels appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Principaux ensembles de données nationales et régionales sur le niveau de la mer, le changement climatique et la variabilité du climat contribuant à la planification appliquée identifiés, acquis et actualisés Principaux ensembles de données complémentaires identifiés, acquis et actualisés Centre régional d'échange sur le changement climatique créé et appuyé 	<ul style="list-style-type: none"> Contribuer à un partenariat PaCIS avec le Centre Orient-Occident et le Centre IDEA de la NOAA pour acquérir des sources d'information pertinentes et les mettre en ligne. Poursuivre les partenariats avec les projets du GOOS-IP et du HYCOS-IP sur des activités d'observation conjointes. Poursuivre les partenariats avec le SMOC des États-Unis en vue de l'élaboration, de l'utilisation et du soutien des SMN des pays et territoires insulaires océaniques. Améliorer avec le concours du Centre IDEA de la NOAA le portail web du PROE sur le changement climatique comme centre d'échange régional en la matière. 			
2.1.4.3 Élaboration et mise en œuvre de cadres analytiques améliorés de modélisation du climat appuyés	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni à la mise en œuvre de modèles et de cadres analytiques aux niveaux national et régional Documentation préparée et diffusée sur le changement climatique, la variabilité du climat, l'élévation du niveau de la mer et les phénomènes météorologiques extrêmes 	<ul style="list-style-type: none"> Coordonner le projet de base de données climatiques avec la CPS, la SOPAC, le NIWA et les donateurs concernant la production et la dissémination de données et les autres activités connexes du projet. Coordonner le projet ICU (Island Climate Update) avec la CPS, la SOPAC, le NIWA et les donateurs concernant la production et la dissémination de données et les autres activités connexes du projet. Établir des partenariats avec le GIEC et d'autres institutions scientifiques en vue de l'élaboration et de l'utilisation de modèles sur le climat et les sciences climatiques. 			
Résultat 2.1.5 – Capacité d'éducation et de communication renforcée pour appuyer les mesures portant sur le changement climatique					
2.1.5.1 Besoins de développement des capacités d'éducation et de communication recensés et pris en compte	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités nationales recensées pour améliorer la compréhension et renforcer les ripostes au changement climatique Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse des rapports ANCR et des PANA réalisée et rapports préparés en vue d'un projet relevant de l'article 6 de la CCNUCC. Rapport de développement des capacités examiné par la PCCR et propositions préparées. 	Sous-total 103 577 \$		
			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
			76 704 \$	26 873 \$	0 \$
2.1.5.2 Initiatives de communication sur le changement climatique encourageant la modification des comportements appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration et mise en œuvre de stratégies de communication sur le changement climatique appuyées Initiatives régionales de communication sur le changement climatique recensées et élaborées et mise en œuvre appuyée Élaboration et mise en œuvre d'initiatives nationales de communication sur le changement climatique appuyées 	<ul style="list-style-type: none"> Stratégie du PROE de communication sur le changement climatique élaborée. Grande initiative régionale de communication lancée dans le cadre de l'Année du PROE sur le changement climatique (2009). Propositions recensées par le biais de la PCCR et financement sollicité. Modèle de stratégies nationales de communication élaboré et diffusé. 	Source de financement		
			AusAID XB AusAid ICCAI Soutien au prog.	20 486 80 908 2 183	

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US		
Résultat 2.1.6 – Contribution à la réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre appuyée					
2.1.6.1 Mise en œuvre des énergies renouvelables et technologies à fort rendement énergétique promues et appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Lois, plans et politiques sur l'énergie et le changement climatique élaborés et révisés. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui à l'élaboration de la Feuille de route énergétique des Tonga et à la rédaction de sa loi sur les énergies renouvelables. Réviser conjointement avec le groupe de travail du CORP sur l'énergie la Politique énergétique des îles océaniques. 	Sous-total 1 152 151 \$		
			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
	<ul style="list-style-type: none"> Rapports et informations sur la viabilité institutionnelle, technique et financière des projets existants et futurs sur les énergies renouvelables et l'utilisation rationnelle de l'énergie préparés et diffusés 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui complémentaire pour le renforcement des capacités en vue du développement des biocarburants au Samoa, de l'électrification solaire des Tonga et du développement hydroélectrique de Vanuatu (Initiative sur l'énergie, les écosystèmes et les modes de subsistance durables de l'UICN) et les activités de renforcement des capacités, de réhabilitation et d'évaluation des ressources (UICN et AusAID) à Vanuatu. Réaliser une étude de faisabilité sur l'utilisation de l'huile de copra pour la production d'électricité à Kiribati, aux Îles Salomon et à Tuvalu. Appuyer l'évaluation hydroélectrique du Samoa et les évaluations éoliennes des Îles Cook, de Nauru, de Tuvalu et du Samoa. Réaliser une évaluation de la faisabilité technique et économique de la troisième phase du projet hydroélectrique de Sarakata à Vanuatu. Participer en tant qu'auteur principal au rapport spécial du GIEC sur les énergies renouvelables. 	164 981 \$	987 170 \$	\$
			Source de financement		
<ul style="list-style-type: none"> Ressources financières et approches de marketing permettant la mise en œuvre des énergies renouvelables et des technologies à fort rendement énergétique recensées et mobilisées. 	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer et exécuter le projet énergétique du 10e FED conjointement avec la SOPAC et fournir des conseils techniques à 7 pays insulaires océaniques (EFM, Kiribati, Nauru, Nioué, Palaos, Îles Marshall et Tonga) en vue de la mise en œuvre de leurs projets énergétiques financés par le 10e FED. Fournir des conseils techniques aux Palaos et aux Îles Marshall en vue de la mise en œuvre des projets SEDREA et ADMIRE de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable. Fournir des conseils techniques en vue de la mise en œuvre du projet financé par le REEEP qui vise à augmenter la capacité nationale de production d'électricité à base d'énergies renouvelables aux Îles Salomon, aux Tonga, à Tuvalu et à Nioué. 	AusAID XB	20 485		
		FEM-PNUD	909 483		
		Japon	100 000		
		Soutien au prog.	2 183		
		Taiwan-République de Chine	20 000		
		PNUE	100.000		
2.1.6.2 Élaboration d'initiatives du Mécanisme pour un développement propre (MDP) appuyée.	<ul style="list-style-type: none"> Une nouvelle autorité nationale sur le MDP mise en place 	<ul style="list-style-type: none"> Organiser avec RISOE et le PNUE un atelier de renforcement des capacités et de sensibilisation concernant l'exécution des activités de renforcement des capacités sur les MDP de l'initiative financée par l'UE dans le cadre du projet sur les AME. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Soutien fourni en vue du recensement et de la rédaction des descriptifs de projets sur le MDP. 				
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de l'élaboration d'inventaires de gaz à effet de serre. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir à la demande une assistance technique sur les inventaires de GES. 			

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

F

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US		
Résultat 2.1.7 – Partenariats et coopération visant une meilleure gestion du changement climatique appuyés					
2.1.7.1 Renforcement des partenariats régionaux et internationaux visant les questions liées au changement climatique promu et appuyé	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni pour l'élaboration de projets conjoints sur le changement climatique faisant intervenir les organisations internationales, les établissements d'éducation et de recherche et les pays et territoires insulaires océaniques 	<ul style="list-style-type: none"> Recensement des lacunes par la PCCR et élaboration de propositions avec les organisations du CORP. Élaboration d'ateliers de rédaction en collaboration avec l'ONU, le GIEC et l'Institut de Stockholm pour l'environnement. Participation au Centre des Caraïbes pour le changement climatique, au Consortium des universités des PEID, à Many Strong Voices et d'autres initiatives et organisations sur le climat. 	Sous-total 98 708 \$		
	<ul style="list-style-type: none"> Réseau d'équipes et de professionnels sur le changement climatique constitué. 	<ul style="list-style-type: none"> Constituer un réseau par le biais du portail du PROE sur le changement climatique 	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
	<ul style="list-style-type: none"> Participation des entreprises privées internationales et régionales aux initiatives nationales sur le changement climatique promue 	<ul style="list-style-type: none"> Chambres de commerce des pays insulaires océaniques sensibilisées et liens recherchés. 	91 208 \$	7 500 \$	0 \$
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de la mise en œuvre du programme de travail de Nairobi sur les impacts, la vulnérabilité et l'adaptation. 	<ul style="list-style-type: none"> Participation continue au programme de travail de Nairobi à l'appui des pays insulaires océaniques. 	Source de financement		
2.1.7.2 Approches régionales concernant la gestion des questions liées au changement climatique élaborées et promues	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni pour des réunions régulières de la Table ronde des îles océaniques sur le changement climatique. 	<ul style="list-style-type: none"> Soutien à une réunion de la Table ronde en 2010. 	AusAID XB AusAid ICCAI Soutien au prog.	42 489 54 036 2 183	
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni pour l'actualisation de la grille régionale sur le changement climatique en vue de sa soumission aux réunions de la Table ronde. 	<ul style="list-style-type: none"> Saisir les données et informations recueillies auprès des Membres et des organisations pertinentes. 			
2.1.7.3 Financement identifié et mobilisé pour aborder les questions liées au changement climatique.	<ul style="list-style-type: none"> Sources de financement recensées pour faciliter la gestion des questions liées au changement climatique. 	<ul style="list-style-type: none"> Collaboration avec les partenaires donateurs dans le contexte des sessions de la CCNUCC et de la PCCR ainsi qu'avec le comité directeur de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable. Analyse et recueil de données sur les sources de financement existantes et prévues diffusés par le biais du portail sur le changement climatique. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni pour la préparation de propositions de financement au niveau national 	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer des propositions à la demande et conjointement avec les pays insulaires océaniques et le CORP. 			

Volet : 2.2 - Prévention de la pollution et gestion des déchets

Objectif : Améliorer les capacités des pays et territoires insulaires océaniques à gérer les questions liées à la pollution et aux déchets

Les environnements des pays et territoires insulaires océaniques sont très vulnérables et doivent être protégés grâce à des activités humaines respectueuses de l'environnement. L'une des principales causes de la dégradation de l'environnement est la pollution due aux déchets. La pollution est donc généralement reconnue comme l'une des plus grandes menaces pour le développement durable dans le Pacifique insulaire. Bien qu'ayant son origine sur terre, la pollution marine nécessite une approche intégrée, coordonnée et globale du fait même qu'elle ignore les frontières.

Les volumes et types de déchets produits dans la région continuent de croître d'année en année et placent une pression croissante sur les systèmes sous-équipés et sous-développés de la région. De nombreux gouvernements de la région ne placent toujours pas la gestion des déchets au rang de leurs priorités, comme l'indiquent leurs stratégies de développement. Et même lorsque cela est le cas, l'attention dont elle bénéficie en termes de financement et d'effectifs reste insuffisante.

Presque tous les pays et territoires disposent désormais de stratégies et de plans de gestion des déchets mais leur mise en œuvre est loin d'être satisfaisante. De nombreux systèmes de gestion des déchets existent depuis plusieurs années mais aucun suivi ni aucune évaluation n'a permis d'établir si les objectifs et les délais ont été respectés. Les stratégies et les plans n'ont par ailleurs pas été modifiés ni actualisés pour tenir compte de l'évolution des déchets auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés.

L'absence de législation appropriée régissant la gestion des déchets reste un obstacle important pour la région mais les travaux dans ce domaine se poursuivent. L'absence de contrôles adéquats sur les produits chimiques importés dans la région et la pénurie des moyens de gestion des divers polluants constituent une réelle préoccupation pour les Membres insulaires océaniques.

Au-delà des activités humaines terrestres, les ressources côtières et marines de la région sont menacées par les espèces marines introduites, les hydrocarbures s'échappant des épaves, la détérioration des récifs coralliens due à l'échouage des navires, les déversements marins, les déchets et les peintures antisalissures des navires. Or, on ne saurait trop insister sur l'importance que revêtent les environnements côtiers et marins pour les populations insulaires du Pacifique.

Les bioinvasions du milieu marin, y compris par des voies liées aux transports maritimes comme les eaux de ballast et les salissures de coques, ont été identifiées comme l'une des quatre premières menaces pesant sur la biodiversité et les écosystèmes marins dans le monde, sans compter le risque majeur qu'elles constituent pour les économies côtières, voire pour la santé publique.

Le rôle du PROE est d'aider les pays à aborder les questions susmentionnées en leur fournissant des conseils et un soutien techniques. Le service fourni par le PROE évolue avec le temps et avec la nature du problème à traiter et s'oriente progressivement vers l'exécution d'activités nationales dans le cadre d'accords bilatéraux. Dans certains cas, comme celui de l'élimination des déchets dangereux et du nettoyage des marées noires, le PROE intervient directement dans l'exécution des activités, en raison de leur complexité technique et logistique.

Le travail mené dans ce cadre en 2010 continuera d'être axé sur la gestion et la prévention de la pollution dans l'ensemble du Pacifique. Les initiatives seront en grande partie déterminées par les stratégies et priorités régionales adoptées par les Membres du PROE, telles que la Stratégie régionale sur les déchets solides, la révision du PACPOL et la Stratégie sur les espèces marines envahissantes (SRIMP-PAC). Les efforts visant à élaborer des stratégies et politiques régionales de gestion des substances chimiques et autres matières dangereuses se poursuivront par ailleurs. Toutes ces activités sont intégrées au travail de prévention de la pollution et de gestion des déchets et fournissent les mécanismes essentiels au renforcement des capacités nationales nécessaires pour aborder la question des déchets au niveau national.

Alors que certains Membres continuent de poursuivre avec succès la mise en œuvre de ces stratégies, d'autres n'ont que peu progressé en raison d'autres priorités ou de ressources et de capacités insuffisantes et ces obstacles doivent être abordés au niveau national. Les efforts de négociation avec les donateurs se poursuivront pour faciliter la mise en œuvre de différents aspects des stratégies.

De nombreux pays ont entamé l'élaboration de stratégies de gestion des déchets dangereux dans le cadre des obligations qui leur incombent au titre de diverses conventions internationales et régionales et ce travail devra être associé aux autres stratégies et plans de développement en matière de déchets. Une stratégie régionale de gestion des déchets devrait être élaborée pour coordonner les activités menées à l'échelon national.

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US		
Résultat 2.2.1 – Gestion et mise en œuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur la pollution et les déchets appuyées					
2.2.1.1 Participation des pays et territoires insulaires océaniques aux réunions et manifestations sur la pollution et les déchets appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Consultations préparatoires menées avant les grandes réunions pour aborder la portée des points de l'ordre du jour 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique et logistique à l'organisation de consultations préalables aux grandes réunions sur les déchets afin d'aborder la portée des points à l'ordre du jour. 	Sous-total 84 821 \$		
	<ul style="list-style-type: none"> Positions et stratégies régionales permettant de réaliser les priorités régionales définies avant les grandes réunions et exprimées pendant celles-ci. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des conseils et un appui techniques à l'organisation de consultations préalables pour définir des positions et stratégies régionales concernant les points à l'ordre du jour et les communiquer aux pays insulaires océaniques lors des réunions internationales et régionales sur les déchets. Organiser les conférences des parties aux conventions de Waigani et Nouméa. 	Frais de personnel 45 067 \$	Frais de fonct. 39 754 \$	Frais d'invest. 0 \$
	<ul style="list-style-type: none"> Préparation de notes d'information avant les grandes réunions appuyée 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des conseils et un appui techniques en vue de la préparation de notes d'information sur les positions et stratégies régionales. 	Source de financement		
	<ul style="list-style-type: none"> Appui logistique et technique fourni lors des grandes réunions. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des conseils et un appui techniques aux représentants des pays insulaires océaniques sur les positions des stratégies régionales lors des réunions importantes. Dispenser une formation nationale en négociation dans le contexte des AME. 	AusAID XB AusAid ICCAI NOAA NZAID XB Soutien au prog. PNUE À identifier	33 217 19 000 4 000 18 547 2 183 6 374 1 500	
2.2.1.2 Initiatives de développement des capacités menées, et assistance technique et actions de sensibilisation conduites pour promouvoir le respect par les pays et territoires insulaires océaniques des accords internationaux et régionaux sur la pollution et les déchets	<ul style="list-style-type: none"> Initiatives de développement des capacités conçues et menées à bien pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique en vue de l'élaboration d'initiatives de développement des capacités dans 2 pays insulaires océaniques pour les aider à s'acquitter de leurs obligations découlant d'accords internationaux et régionaux sur la pollution et les déchets. Organiser des ateliers de formation à la négociation dans au moins 2 pays. Organiser un séminaire régional à l'intention des décideurs sur la ratification et la mise en œuvre du protocole OPRC-HNS. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Conseils techniques fournis pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des conseils et un appui techniques à au moins 2 pays pour les aider à s'acquitter de leurs obligations découlant d'accords internationaux et régionaux sur la pollution et les déchets. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Intérêts des pays insulaires océaniques promus auprès des organes internationaux et régionaux 	<ul style="list-style-type: none"> Représenter les intérêts de la région en promouvant les positions nationales et régionales auprès des organes régionaux et internationaux. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Assistance juridique fournie en vue de la ratification des accords internationaux et régionaux par les pays insulaires océaniques 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des conseils et un appui technique aux pays insulaires océaniques pour les aider à ratifier des accords internationaux et régionaux. 			
2.2.1.3 Assistance juridique fournie pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'une législation sur la pollution et les déchets	<ul style="list-style-type: none"> Assistance juridique fournie pour aider les pays insulaires océaniques à élaborer des lois propices au respect des obligations internationales et régionales 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des conseils et un appui techniques à au moins un pays en vue de l'élaboration de lois promouvant le respect des obligations régionales et internationales. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Mécanisme d'échange d'informations sur les accords internationaux et les lois nationales en place et appuyé 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique à la mise à jour du site web juridique du PROE. 			

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US			
2.2.1.4 Ressources financières pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives nationales sur la pollution et les déchets identifiées et mobilisées.	• Ressources financières recensées pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales.	• Répertorier les sources de financement susceptibles d'appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales.				
	• Propositions élaborées et soumises pour permettre l'accès aux ressources financières aux échelons régional ou multinational.	• Fournir un appui technique à l'élaboration de propositions portant sur des projets multinationaux coordonnés à l'échelon régional.				
	• Assistance fournie pour élaborer des propositions nationales permettant d'accéder aux ressources financières à l'échelon national	• Fournir un appui technique à l'élaboration de demandes de financement de projets nationaux.				
Résultat 2.2.2 – Gestion des substances dangereuses appuyée						
2.2.2.1 Élaboration de lois, politiques, stratégies et plans nationaux sur la gestion des substances dangereuses promue et appuyée	• Appui fourni pour l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies nationales sur les substances dangereuses.	• Fournir des conseils et un appui techniques en vue de l'élaboration de stratégies nationales sur les déchets dans 4 pays en participant à la rédaction de stratégies sur les substances dangereuses et nocives y compris de plans de projets de mise en œuvre.	Sous-total 159 717 \$			
	• Conseils techniques et informations fournis pour faciliter l'élaboration, l'application et le respect de lois sur les substances dangereuses.	• Fournir des conseils techniques et des informations à 4 pays insulaires océaniques en vue de l'élaboration et de l'application de lois sur les substances dangereuses.	Frais de personnel 90 643 \$	Frais de fonct. 68 074 \$	Frais d'invest. 1 000 \$	
Source de financement						
			AusAID XB NZ AID XB Soutien au prog. Taiwan-République de Chine PNU E À identifier	87 932 20 684 2 027 8 000 32 354 8 720		
2.2.2.2 Collecte et élimination des substances dangereuses dans les pays insulaires océaniques appuyées.	• Substances dangereuses devant être éliminées des pays insulaires océaniques identifiées.	• Aider quatre pays insulaires océaniques à élaborer des inventaires nationaux des substances dangereuses.				
	• Partenaires identifiés pour participer à l'élimination des substances dangereuses des pays insulaires océaniques.	• Répertorier les donateurs et les partenaires susceptibles de participer à l'élimination des substances dangereuses de la région.				
	• Appui fourni à l'élimination des substances dangereuses des pays insulaires océaniques.	• Fournir des conseils et un appui techniques en vue de l'élimination des substances dangereuses de la région, notamment : • En fournissant une formation technique sur l'identification, la manutention, le conditionnement et le stockage des substances dangereuses ; • En aidant les pays insulaires océaniques à remplir les documents nécessaires concernant les mouvements transfrontières.				
2.2.2.3 Directives sur la bonne gestion des substances dangereuses élaborées, diffusées et actualisées.	• Substances dangereuses présentant une menace importante pour les pays et territoires insulaires océaniques recensées.	• Aider, à la demande, quatre pays insulaires océaniques à élaborer des inventaires nationaux de substances dangereuses représentant de graves menaces.				
	• Directives décrivant les meilleures pratiques de gestion des substances dangereuses dans le Contexte océanique élaborées et diffusées.	• Élaborer des directives régionales concernant la bonne gestion des substances dangereuses et l'élaboration d'une stratégie sur les substances dangereuses et nocives.				
	• Appui fourni pour la mise en œuvre des directives à l'échelon national.	• Aider quatre pays à intégrer les directives dans leurs stratégies nationales sur les substances dangereuses et nocives.				

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US																																
2.2.2.4 Développement des capacités nationales en gestion des substances dangereuses appuyé	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités nationales en gestion des substances dangereuses recensés Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique en vue du recensement des besoins en capacités nationales de gestion des substances dangereuses. Fournir un appui technique en vue d'élaborer des initiatives de développement des capacités nationales de gestion des substances dangereuses. 																																	
2.2.2.5 Mobilisation des ressources financières nécessaires pour mener à bien les initiatives de gestion des substances dangereuses appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Sources de financement identifiées pour appuyer la gestion des substances dangereuses dans les pays insulaires océaniques. Appui fourni pour la préparation de demandes de financement au niveau national 	<ul style="list-style-type: none"> Répertorier les donateurs et les partenaires susceptibles d'appuyer la gestion des substances dangereuses. Fournir un appui technique à l'élaboration de demandes de financement de projets nationaux. 																																	
2.2.2.6 Initiatives de communication entraînant des changements de comportement susceptibles d'améliorer la gestion des substances dangereuses appuyées.	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités de communication visant une meilleure gestion des substances dangereuses recensés et abordés aux échelons national et régional. Appui fourni pour l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives de communication contribuant à la sensibilisation à la gestion des substances dangereuses. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique en vue du recensement des besoins en capacités de communication pour renforcer la gestion des substances dangereuses. Fournir un appui technique à l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de communication visant la gestion des substances dangereuses. 																																	
2.2.2.7 Acquisition et utilisation de données et d'informations pour améliorer la gestion des substances dangereuses appuyées.	<ul style="list-style-type: none"> Données et informations sur les meilleures pratiques de gestion des substances dangereuses recensées, acquises et diffusées. Directives sur l'utilisation de données et d'informations appuyant le processus décisionnel élaborées et diffusées. Appui fourni en vue de la conception et de la mise en œuvre de processus de suivi, d'évaluation et de communication visant à améliorer la gestion des substances dangereuses. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique à l'identification, l'acquisition et la diffusion de données et d'informations sur la gestion des substances dangereuses. Élaborer des directives régionales sur la bonne utilisation des données et informations pour appuyer le processus décisionnel à l'échelon national. Fournir un appui technique en vue de la conception de processus nationaux de suivi, d'évaluation et de communication visant à améliorer la gestion des substances dangereuses. 																																	
Résultat 2.2.3 – Gestion des déchets solides appuyée																																			
2.2.3.1 Élaboration de lois, politiques, stratégies et plans nationaux sur la gestion des déchets solides promue et appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'actualisation des stratégies nationales sur les déchets solides. Conseils techniques et informations fournis pour faciliter l'élaboration, l'application et le respect de lois sur les déchets solides Informations décrivant les meilleures pratiques de gestion des déchets solides dans le contexte océanique rassemblées et diffusées. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des conseils et un appui techniques en vue de l'élaboration, de la mise au point et de l'actualisation de stratégies nationales de gestion des déchets solides et autres stratégies connexes dans 2 pays et territoires en participant à la rédaction de stratégies y compris de plans de projet de mise en œuvre. Élaborer une loi sur les déchets dans un pays. Fournir des conseils techniques et des informations à 4 pays ou territoires insulaires océaniques en vue de l'élaboration et de l'application de lois sur les déchets solides. Fournir un appui technique à 4 pays ou territoires insulaires océaniques en vue de l'identification, de l'acquisition et de la diffusion d'informations et de données sur les déchets solides. 	<table border="1"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous-total 157 460 \$</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonct.</td> <td style="text-align: center;">Frais d'invest.</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">83 540 \$</td> <td style="text-align: center;">73 420 \$</td> <td style="text-align: center;">500 \$</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">AusAID XB</td> <td style="text-align: center;">19 463</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">France – AFD</td> <td style="text-align: center;">30 000</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Japon</td> <td style="text-align: center;">16 750</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">NZAID XB</td> <td style="text-align: center;">82 050</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Soutien au prog.</td> <td style="text-align: center;">2 027</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">À identifier</td> <td style="text-align: center;">7 170</td> <td></td> </tr> </table>			Sous-total 157 460 \$			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	83 540 \$	73 420 \$	500 \$	Source de financement			AusAID XB	19 463		France – AFD	30 000		Japon	16 750		NZAID XB	82 050		Soutien au prog.	2 027		À identifier	7 170	
Sous-total 157 460 \$																																			
Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.																																	
83 540 \$	73 420 \$	500 \$																																	
Source de financement																																			
AusAID XB	19 463																																		
France – AFD	30 000																																		
Japon	16 750																																		
NZAID XB	82 050																																		
Soutien au prog.	2 027																																		
À identifier	7 170																																		

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US
2.2.3.2 Élaboration et application de directives et de programmes de minimisation des déchets solides appuyés.	<ul style="list-style-type: none"> Informations et directives sur des instruments économiques et d'autres techniques de minimisation des déchets solides dans le Pacifique élaborées et diffusées. Appui fourni pour la mise en œuvre de techniques de minimisation des déchets solides 	<ul style="list-style-type: none"> Actualiser les directives régionales sur le financement de la gestion des déchets à l'aide d'instruments économiques tels que des directives sur les systèmes de consigne, les systèmes appliquant le principe de l'utilisateur payeur, etc. Fournir des conseils et un appui techniques à 4 pays ou territoires insulaires océaniques en vue de la mise en œuvre de leurs plans de minimisation des déchets. 	
2.2.3.3 Élaboration et mise en œuvre de technologies et de processus pour optimiser l'élimination des déchets solides promus.	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de la conception et de la mise en œuvre de techniques améliorées d'élimination des déchets. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir une assistance technique en vue de la conception et de l'élaboration d'installations améliorées d'élimination des déchets dans 2 pays ou territoires insulaires océaniques. Fournir des conseils techniques en vue de la conception et de la mise en place d'un système de collecte et de transfert des déchets d'un bon rapport coût-efficacité, technologiquement approprié et susceptible de perdurer dans un pays ou territoire insulaire océanique. 	
2.2.3.4 Développement des capacités nationales en gestion des déchets solides appuyé.	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités nationales en gestion des déchets solides recensés Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique en vue du recensement des besoins en capacités nationales de gestion des déchets solides. Fournir un appui technique en vue d'élaborer des initiatives de développement des capacités nationales de gestion des déchets solides. 	
2.2.3.5 Ressources financières pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives de gestion des déchets solides identifiées et mobilisées.	<ul style="list-style-type: none"> Ressources financières recensées pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales. Appui fourni pour la préparation de demandes de financement au niveau national 	<ul style="list-style-type: none"> Répertorier les sources de financement susceptibles d'appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales. Fournir un appui technique à l'élaboration de demandes de financement de projets nationaux de gestion des déchets solides. 	
2.2.3.6 Éducation et diffusion de l'information appuyées pour modifier les comportements.	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités de communication visant une meilleure gestion des déchets solides recensés et abordés aux échelons national et régional. Soutien fourni aux initiatives visant la constitution d'un réseau de partenaires en matière d'éducation et de sensibilisation au problème des déchets (enseignants, groupes communautaires, O.N.G.) 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique en vue du recensement des besoins en capacités de communication pour renforcer la gestion des déchets solides. Préparer un document de réflexion en vue de la formation d'un réseau régional d'éducation et de sensibilisation au problème des déchets. 	
2.2.3.7 Acquisition et utilisation de données et d'informations pour améliorer la gestion des déchets solides appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Données et informations sur les meilleures pratiques de gestion des déchets solides recensées, acquises et diffusées. Directives sur l'utilisation de données et d'informations appuyant le processus décisionnel élaborées et diffusées. Appui fourni en vue de la conception et de la mise en œuvre de processus de suivi, d'évaluation et de communication visant à améliorer la gestion des déchets dangereux. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique à l'identification, l'acquisition et la diffusion de données et d'informations sur la gestion des déchets dangereux. Élaborer des directives régionales sur la bonne utilisation des données et informations pour appuyer le processus décisionnel à l'échelon national. Fournir un appui technique en vue de la conception de processus nationaux de suivi, d'évaluation et de communication visant à améliorer la gestion des déchets dangereux. 	

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US		
Résultat 2.2.4 – Gestion de la pollution marine et des déchets appuyée					
2.2.4.1 Élaboration de lois, politiques, stratégies et plans sur la pollution marine promue et appuyée.	<ul style="list-style-type: none"> Législation et plans types élaborés et diffusés pour améliorer la gestion de la pollution marine et des déchets au niveau national. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des conseils et un appui techniques en vue de la mise à jour de la législation type régionale. Fournir des conseils et un appui techniques en vue de la révision et de la mise à jour des Plans nationaux d'intervention en cas de déversements en mer. 	Sous-total 175 018 \$		
	<ul style="list-style-type: none"> Stratégie relative à l'introduction d'espèces marines envahissantes par les navires (SRIMP-PAC) élaborée, distribuée et actualisée. 	<ul style="list-style-type: none"> Exécuter les activités du plan de travail SRIMP-PAC, notamment : <ul style="list-style-type: none"> Évaluation des risques à l'aide d'enquêtes portuaires CRIMP dans 2 ports à haut risque, d'enquêtes du musée Bishop dans 2 ports à moyen risque et de la méthodologie de type SERC dans 4 ports à faible risque. Cours de formation sur le modèle régional dispensé dans 3 pays. Cours de formation sur la taxonomie. 	Frais de personnel 73 268 \$	Frais de fonct. 101 750 \$	Frais d'invest. \$
	<ul style="list-style-type: none"> Directives décrivant les meilleures pratiques de gestion des déchets des navires élaborées et diffusées. 	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer et diffuser des directives concernant le contrôle par l'État des installations portuaires. 	Source de financement		
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de l'élaboration d'une législation, de politiques et de plans nationaux sur la pollution marine. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique à au moins deux pays en vue de la mise en œuvre de la loi type pour la prévention de la pollution marine. 	AusAID XB 71 241	OMI 80 000	République de Chine Soutien au prog. 2 027
2.2.4.2 Analyse des risques liés à la pollution marine et aux déchets des navires dans le Pacifique élaborée, diffusée et actualisée.	<ul style="list-style-type: none"> Transports maritimes cartographiés dans chaque pays et territoire insulaire océanien. 	<ul style="list-style-type: none"> Cartographier les axes maritimes et actualiser les données sur les axes à haut risque. 	Taiwan-République de Chine 10 000	Chine 1 100	À identifier
	<ul style="list-style-type: none"> Analyse des risques liés à la pollution marine et aux déchets des navires effectuée sur les axes maritimes. 	<ul style="list-style-type: none"> Actualiser l'évaluation des risques en mettant à jour les informations sur les axes à haut risque. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Zones à haut risque en matière de pollution marine et de déchets des navires recensées et diffusées. 	<ul style="list-style-type: none"> Actualiser l'évaluation des risques en mettant à jour les informations sur les axes à haut risque. 			
2.2.4.3 Gestion de la pollution marine et des déchets des navires dans les ports appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de processus de suivi de la pollution et des rejets dans les ports. 	<ul style="list-style-type: none"> Prévoir la notification formelle de communiquer à l'industrie des transports maritimes des centres régionaux de réception des déchets conformément à la résolution adoptée en 2008 par la 58e réunion du Comité de protection du milieu marin de l'Organisation maritime internationale. Ajouter les coordonnées des six centres régionaux dans la base de données GISIS de l'OMI. Élaborer et appliquer un processus pour veiller à la mise à jour des coordonnées de ces installations régionales de réception des déchets. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue d'audits de la pollution et des rejets dans les ports. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir une assistance technique au programme régional maritime de la CPS et à l'Association maritime du Pacifique sur le programme de contrôle gouvernemental des installations portuaires pour inclure des directives de gestion environnementale des ports. 			

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de mesures de gestion pour réduire la pollution et les rejets dans les ports 	<ul style="list-style-type: none"> Organiser un atelier national ou une mission consultative pour sensibiliser les autorités et promouvoir la création d'installations de réception appropriées à proximité des chantiers de recyclage des navires. Organiser un atelier régional sur les interventions et les ripostes en cas d'incidents dus à des substances nocives et potentiellement dangereuses dans les zones portuaires. 	
2.2.4.4 Développement des capacités nationales de gestion de la pollution marine et des déchets des navires appuyé.	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités nationales en gestion de la pollution marine et des déchets des navires recensés. Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique en vue du recensement des besoins en capacités nationales de gestion de la pollution marine et des déchets des navires. Cours nationaux de formation destinés aux petits États insulaires (Kiribati, Nauru, Palaos, Îles Salomon, Tuvalu) portant sur la planification, la préparation et la riposte en cas de déversements d'hydrocarbures en mer. Fournir un appui technique en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'initiatives nationales de développement des capacités en vue de la gestion de la pollution marine et des déchets des navires. 	
2.2.4.5 Mobilisation des ressources financières nécessaires pour mener à bien les initiatives de lutte contre la pollution marine et de gestion des déchets solides appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Sources de financement identifiées pour appuyer la gestion de la pollution marine et des déchets des navires dans les pays insulaires océaniques. Appui fourni pour la préparation de demandes de financement au niveau national. 	<ul style="list-style-type: none"> Ressources financières recensées pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales. Propositions élaborées et soumises pour permettre l'accès aux ressources financières aux échelons régional ou multinational. 	
2.2.4.6 Initiatives de communication entraînant des changements de comportement susceptibles d'améliorer la gestion de la pollution marine et des déchets des navires appuyées.	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités de communication visant une meilleure gestion de la pollution marine et des déchets des navires recensés et abordés aux échelons national et régional. Appui fourni pour l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives de communication contribuant à la sensibilisation à la gestion de la pollution marine et des déchets des navires. Stratégies de communication élaborées et distribuées au secteur maritime pour renforcer la compréhension des impacts de la pollution marine et recenser les processus de réduction des déchets des navires. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique en vue du recensement des besoins en capacités de communication pour renforcer la gestion de la pollution marine. Fournir un appui technique en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de stratégies de communication visant à améliorer la sensibilisation à la gestion de la pollution marine et des déchets des navires. Élaborer une stratégie de communication visant le secteur maritime pour renforcer la compréhension des impacts de la pollution marine et recenser les processus de réduction des déchets des navires et diffuser cette stratégie aux pays insulaires océaniques. 	
2.2.4.7 Acquisition et utilisation de données et d'informations pour améliorer la gestion de la pollution marine et des déchets des navires appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Données et informations sur les meilleures pratiques en matière de gestion de la pollution marine et des déchets des navires recueillies et diffusées aux Membres. Directives sur l'utilisation de données et d'informations appuyant le processus décisionnel élaborées et diffusées. Appui fourni en vue de la conception et de la mise en œuvre de processus de suivi, d'évaluation et de communication visant à améliorer la gestion de la pollution marine et des déchets des navires. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique en vue de l'identification, de l'acquisition, du stockage et de la diffusion des meilleures pratiques de gestion de la pollution marine et des déchets des navires. Élaborer des directives régionales sur la bonne utilisation des données et informations pour appuyer le processus décisionnel à l'échelon national. Fournir un appui technique en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de profils de rapports sur les installations de 3 ports. 	

Volet : 2.3 - Gouvernance environnementale

Objectif : Améliorer les moyens d'identification, de réaction et de communication sur les pressions environnementales, les nouvelles menaces et possibilités

Ce volet comporte toute une gamme d'activités intersectorielles cherchant à établir des liens entre le droit environnemental et les politiques internationales en matière de développement durable, à promouvoir les instruments nécessaires à une prise de décision éclairée et à mobiliser des ressources pour renforcer les capacités locales dans la région.

Le PROE continue d'aider les pays insulaires océaniques à formuler, renforcer et mettre en œuvre leurs stratégies nationales de développement durable (SNDD) et à intégrer les préoccupations environnementales dans la planification du développement et les processus décisionnels existants. L'intégration et le renforcement des SNDD sont nécessaires pour assurer un développement durable et concrétiser les divers engagements pris par nos décideurs à l'échelle régionale et internationale aux termes des AME et des cadres stratégiques et plans d'action régionaux, y compris les principes du développement durable, de la bonne gouvernance et de la prise de décision par les parties concernées.

Le PROE continuera en 2010 d'apporter un appui et des conseils techniques aux pays membres pour les aider à formuler, renforcer et mettre en œuvre leurs SNDD. Il collaborera également avec les organisations du CORP et d'autres partenaires pour élaborer des approches communes visant à intégrer les questions d'environnement dans la planification nationale. Spécifiquement, les efforts déployés viseront l'élaboration d'un processus ou de directives propices à l'intégration de l'adaptation au changement climatique, de l'atténuation de ses effets et de la conservation de la biodiversité dans les processus nationaux de planification et de budgétisation du développement.

Les activités seront également axées sur la mise en œuvre des conclusions recensées lors de l'examen des priorités régionales, réalisé en 2007-2008, ainsi que sur l'évaluation intégrée et les approches de planification, y compris le suivi environnemental et les rapports sur l'état de l'environnement. Ce travail impliquera l'élaboration d'un plan d'action régional visant un système intégré de suivi, d'évaluation et de rapports ainsi qu'un réseau régional de renforcement des capacités en matière d'évaluation environnementale intégrée. Il fera fond sur des initiatives semblables telles que celle du gouvernement australien sur la rationalisation des rapports requis par les AME portant sur la biodiversité et le programme du PNUE sur l'évaluation intégrée de l'environnement dans le cadre du rapport GEO.

Enfin, ce volet permettra d'apporter un appui aux pays membres en vue de l'identification des principaux mécanismes de financement environnemental et de l'amélioration de leur accès. Le PROE continuera d'aider les pays à accéder aux fonds du FEM, et notamment de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable, et d'élaborer des stratégies pour la période 2010-2014 correspondant à la 5e reconstitution des ressources du FEM. Cet appui s'étendra également à d'autres dispositifs de financement, dont le Programme indicatif régional du 10e FED et le projet de la CE sur le renforcement des capacités en vue de la mise en œuvre des AME.

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US		
Résultat 2.3.1 – Gestion et mise en œuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur le développement durable appuyées					
2.3.1.1 Soutien à la participation des pays et territoires insulaires océaniques aux réunions et manifestations sur le développement durable	• Consultations préparatoires menées avant les grandes réunions pour aborder la portée des points de l'ordre du jour	• Fournir un appui dans le cadre des consultations.	Sous-total 127 248 \$		
	• Positions et stratégies régionales permettant de réaliser les priorités régionales définies avant les grandes réunions et exprimées pendant celles-ci.	• Recenser les questions régionales et, suite à des consultations, définir les positions régionales avant la 18 ^e session de la Commission sur le développement durable (CDD-18).	Frais de personnel 84 160 \$	Frais de fonct. 43 088 \$	Frais d'invest. 0 \$
	• Préparation de notes d'information avant les grandes réunions appuyée	• Élaborer des notes d'information et des interventions à l'intention des missions du Forum à New York et des délégations du Pacifique lors de la CDD-18.	Source de financement		
	• Appui logistique et technique fourni lors des grandes réunions.	• Fournir une assistance technique et logistique aux missions du Forum à New York et aux délégations océaniques à la CDD-18.	AusAID XB 86 465 NZAID XB 18 947 Soutien au prog. 2 027 PNUÉ 19 809		
2.3.1.2 Initiatives de développement des capacités menées, et assistance technique et actions de sensibilisation conduites pour promouvoir le respect par les pays et territoires insulaires océaniques des accords internationaux et régionaux sur le développement durable	• Initiatives de développement des capacités conçues et menées à bien pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations.	Projet de la CE sur les AME • Appuyer la mise en œuvre du projet de la CE sur les AME grâce au recensement des besoins de développement des capacités nécessaires à la mise en œuvre des initiatives de développement durable et de l'intégration. • Dispenser une formation en négociation dans un pays. • Dispenser une formation nationale en négociation dans le contexte des AME.			
	• Conseils techniques fournis pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations	• Fournir des conseils techniques aux pays insulaires océaniques pour faciliter la mise en œuvre des obligations internationales et régionales en matière de développement durable (Action 21, Programme d'action de la Barbade, Plan d'application de Johannesburg, Stratégie de Maurice, OMD, etc.).			
	• Intérêts des pays insulaires océaniques promus auprès des organes internationaux et régionaux	• Élaborer des notes d'information et un appui technique pour promouvoir les intérêts des pays insulaires océaniques auprès des processus internationaux et régionaux concernant les objectifs convenus à l'échelle internationale en matière de développement durable (Action 21, Programme d'action de la Barbade, Plan d'application de Johannesburg, Stratégie de Maurice, OMD, etc.).			
2.3.1.3 Assistance juridique fournie pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'une législation sur le développement durable	• Assistance juridique fournie en vue de la ratification des accords internationaux et régionaux par les pays insulaires océaniques				
	• Assistance juridique fournie pour aider les pays insulaires océaniques à élaborer des lois propices au respect des obligations internationales et régionales	• Assistance juridique fournie sur demande pour aider les pays insulaires océaniques à élaborer une législation propice au respect des accords régionaux et internationaux sur le développement durable (Action 21, Programme d'action de la Barbade, Plan d'application de Johannesburg, Stratégie de Maurice, OMD, etc.).			
	• Mécanisme d'échange d'informations sur les accords internationaux et les lois nationales en place et appuyé	• Actualiser régulièrement la page web de ressources et de documents juridiques du PEIN.			

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US
2.3.1.4 Ressources financières recensées et mobilisées pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives nationales de développement durable.	<ul style="list-style-type: none"> • Ressources financières recensées pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales. • Propositions élaborées et soumises pour permettre l'accès aux ressources financières aux échelons régional ou multinational. • Assistance fournie pour élaborer des propositions nationales permettant d'accéder aux ressources financières à l'échelon national 	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier et diffuser des mécanismes de financement propices à l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales de développement durable. • Contribuer à la conception et à l'élaboration de propositions de projets liés aux initiatives de développement durable pour le Programme indicatif régional du 10e FED, l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable et le projet de la CE sur les AME. • Appui technique fourni en vue de l'élaboration de propositions nationales liées aux initiatives de développement durable pour le Programme indicatif régional du 10e FED, l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable et le projet de la CE sur les AME. 	
2.3.1.5 Contribution des pays insulaires océaniques aux processus et forums internationaux et régionaux appuyés.	<ul style="list-style-type: none"> • Initiatives sur le développement durable recensées dans le Plan Pacifique élaborées, promues et dûment consignées • Appui fourni pour faciliter les interactions des pays insulaires océaniques avec le Forum des îles du Pacifique et d'autres processus régionaux ou internationaux pertinents. • Groupes de travail du CORP sur le développement durable constitués et réunis une fois par an. 	<ul style="list-style-type: none"> • Contribuer à l'élaboration, à la promotion et à la diffusion de rapports sur les initiatives de développement durable recensées dans le Plan Pacifique par le biais du PPAC (Comité d'action du Plan Pacifique). • Élaborer des notes d'information et fournir un appui technique pour promouvoir les intérêts et les préoccupations des pays insulaires océaniques auprès des processus internationaux et régionaux concernant leurs objectifs nationaux de développement durable (PIF, Dialogue post Forum, PPAC, SIS, FEMM, pays insulaires océaniques/partenaires, etc.). • Fournir un appui technique pour promouvoir les intérêts des pays insulaires océaniques dans le cadre des régimes et négociations commerciaux internationaux et régionaux concernant leurs conséquences environnementales (APE, PICTA, PACER, OMS, etc.). • Contribuer au bon fonctionnement du groupe de travail du CORP sur le développement durable (coprésidence, secrétariat, élaboration de documents de travail et participation aux réunions du groupe de travail liées aux initiatives de développement durable). • Assistance technique au groupe de travail du CORP sur le développement durable (6.6). • Dispenser une formation nationale en négociation dans le contexte des AME. 	

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

F

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US		
Résultat 2.3.2 – Intégration des questions d’environnement dans les processus décisionnels appuyée					
2.3.2.1 Élaboration, renforcement et mise en œuvre des Stratégies nationales de développement durable (SNDD) ou d’instruments équivalents appuyés.	<ul style="list-style-type: none"> Conseils techniques fournis pour aider l’élaboration, le renforcement et la mise en œuvre des SNDD ou d’instruments équivalents. 	<ul style="list-style-type: none"> Appui technique et consultatif fourni à au moins 2 pays membres pour élaborer, renforcer ou mettre en œuvre leur SNDD. 	Sous-total 262 069 \$		
			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d’invest.
			54 704 \$	207 365 \$	0 \$
2.3.2.2 Intégration des questions d’environnement dans les processus de planification du développement appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Directives sur les meilleures pratiques concernant l’intégration des questions d’environnement dans les processus de planification du développement élaborées, diffusées et actualisées. Conseils techniques fournis en vue de l’intégration des questions d’environnement dans les processus de planification du développement. 	<ul style="list-style-type: none"> Aider les pays à élaborer des directives sur les meilleures pratiques ainsi que des processus visant à intégrer les principales questions d’environnement dans les processus de planification du développement. Appui technique et consultatif fourni à au moins 2 pays membres en vue de l’intégration des principales questions d’environnement dans les processus de planification du développement. 	Source de financement		
			AusAID XB	60 833	
			AusAid ICCAI	50 388	
			Japon	118 000	
			Soutien au prog. PNUE	1 871	
				30 977	
2.3.2.3 Développement des capacités en vue de l’intégration du développement durable dans les processus de planification appuyé.	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités nationales en vue de l’intégration du développement durable dans les processus de planification recensés. Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> Recenser les besoins de développement des capacités nationales pour intégrer le développement durable et les questions d’environnement dans les processus de planification. Aider les pays insulaires océaniques à concevoir et mettre en œuvre des initiatives répondant à leurs besoins de développement des capacités en matière d’intégration. Ateliers nationaux de formation sur l’intégration des AME (5.7.4). 			
Résultat 2.3.3 – Surveillance, évaluation et rapports sur l’environnement appuyés en vue de leur intégration aux niveaux national et régional					
2.3.3.1 Processus et directives visant à améliorer le suivi intégré de l’environnement et les rapports en la matière aux niveaux national et régional élaborés et promus.	<ul style="list-style-type: none"> Directives sur les meilleures pratiques en matière de suivi environnemental et de rapports sur l’environnement aux niveaux national et régional élaborées et diffusées. Processus d’amélioration du suivi, de l’évaluation et des rapports sur l’environnement élaboré, diffusé et promu. 	<ul style="list-style-type: none"> Appui technique et consultatif fourni dans au moins cinq pays membres en vue de l’élaboration de rapports nationaux intégrés pour les AME. Atelier régional sur l’évaluation environnementale intégrée, etc. (5.7.8) Aider au moins trois pays membres à élaborer des directives sur les meilleures pratiques en matière d’études d’impact intégrées et de rapports sur l’état de l’environnement. 	Sous-total 242 612 \$		
			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d’invest.
			87 925 \$	154 687 \$	0 \$
2.3.3.2 Outils et mécanismes visant à améliorer l’utilisation stratégique des données environnementales élaborés et promus.	<ul style="list-style-type: none"> Inventaire des recueils de données environnementales dans le Pacifique dressé et actualisé. 	<ul style="list-style-type: none"> Finaliser et promouvoir le plan d’action régional sur l’élaboration d’un système régional intégré de suivi, d’évaluation et de rapports sur l’environnement. Analyser et diffuser des informations sur le statut des recueils de données nationales sur le suivi environnemental et les besoins de la région. 	Source de financement		
			AusAID XB	12 423	
			NZAID XB	98 030	
			Soutien au prog. PNUE	1 871	
				130 288	

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US
	<ul style="list-style-type: none"> • Appui technique fourni en vue de la mise en œuvre des évaluations de l'environnement dans la perspective du développement durable. • Mesures régionales d'amélioration de la capacité d'évaluation environnementale dans le Pacifique élaborées et mises en œuvre. 	<ul style="list-style-type: none"> • Appui technique et consultatif fourni pour susciter la participation d'au moins dix représentants d'au moins cinq pays membres à au moins un forum international sur l'évaluation de l'impact tel que la conférence annuelle de l'Association internationale pour l'évaluation des impacts. • Ateliers de formation nationaux sur les approches et procédures d'évaluation environnementale intégrée et d'élaboration de rapports, tels que le cours de formation du PNUE dans le cadre du rapport GEO, organisés dans au moins deux pays insulaires océaniques. • Appui technique et consultatif fourni à au moins trois pays en vue de la définition du champ d'action et de la révision des politiques et lois nationales sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement et les notices d'impact sur l'environnement. • Cours de formation à l'évaluation des impacts organisés dans au moins cinq pays insulaires océaniques (un cours sur les EIE, les ACE ou les ESE, ou deux ou trois parmi ces cours). • Un processus régional élaboré pour réviser et actualiser le rapport régional sur l'état de l'environnement ou le rapport GEO des îles du Pacifique en utilisant des approches appropriées d'évaluation environnementale intégrée (EEI) telles que le processus GEO du PNUE. 	
2.3.3.3 Développement des capacités nationales en matière de suivi, d'évaluation et de rapports sur l'environnement et d'utilisation de données environnementales stratégiques appuyé.	<ul style="list-style-type: none"> • Besoins de développement des capacités nationales recensés pour améliorer le suivi et les rapports sur l'environnement ainsi que l'utilisation stratégique de données environnementales. • Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre • Appui fourni en vue de la production de rapports nationaux et régionaux sur l'état de l'environnement. • Appui fourni en vue de l'élaboration des profils de pays annuels prévus dans le plan d'action. 	<ul style="list-style-type: none"> • Au moins une formation régionale organisée sur un aspect fondamental de l'intégration du suivi et de l'évaluation de l'environnement dans les processus nationaux de planification économique. • Assistance technique et soutien consultatif fournis à au moins trois pays insulaires océaniques en vue du développement à long terme des ressources humaines et des capacités institutionnelles pour améliorer la qualité des activités d'administration et de recherche sur les EEI et les rapports sur l'état de l'environnement. • Assistance technique et appui consultatif fournis à au moins quatre pays membres de la région en vue de la mise à jour de leurs rapports sur l'état de l'environnement. • Assistance technique et appui consultatif fournis aux pays membres en vue de la formulation de leurs profils de pays pour la 20^e Conférence du PROE. 	

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US		
2.3.3.4 Partenariats visant l'utilisation accrue d'informations sur l'environnement établis et mis en œuvre.	<ul style="list-style-type: none"> Liens entre les organisations ayant accès à des données et compétences susceptibles d'améliorer l'utilisation des données environnementales dans le Pacifique recensés. 	<ul style="list-style-type: none"> Aider les pays insulaires océaniques à accéder à d'autres possibilités de formation et de développement des capacités sur le suivi et l'analyse de l'environnement aux niveaux régional et international. Les considérations visant à améliorer les évaluations de l'impact sur l'environnement et les évaluations environnementales intégrées pour les rapports sur l'état de l'environnement sont incorporées dans les stratégies des organisations régionales visant à aider les pays insulaires océaniques. Des réseaux nationaux de professionnels des évaluations de l'impact et des rapports sur l'état de l'environnement sont mis en place dans au moins trois pays. Un réseau régional sur les évaluations de l'impact et les rapports sur l'état de l'environnement est mis en place et promu. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Accès à l'information et aux compétences négocié et intégré dans les processus de rapports et d'analyse sur l'environnement. 	<ul style="list-style-type: none"> Au moins un projet collectif est élaboré par le PROE et des organisations nationales, régionales ou internationales, telles que NZAID, l'USP et le PNUÉ, pour aider les pays insulaires océaniques en matière d'évaluations de l'impact et de rapports sur l'état de l'environnement. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Réseaux régionaux et nationaux intégrés en matière d'évaluation, de suivi et de rapports sur l'environnement élaborés et promus. 	<ul style="list-style-type: none"> Assistance technique et appui consultatif fournis au nom du PROE concernant les activités des principales organisations internationales de suivi et d'évaluation de l'environnement (PNUÉ, CESAP, GBIF, PIF, UICN-WCMC et secrétariats des AME) correspondant aux besoins des pays insulaires océaniques. 			
Résultat 2.3.4 - Identification de crédits pour l'environnement et accès à ces crédits appuyés					
2.3.4.1 Accès aux fonds du FEM appuyé	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni aux pays insulaires océaniques en vue de l'élaboration de projets susceptibles d'être financés par le FEM 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir une assistance technique pour recenser et hiérarchiser les besoins des pays, contribuer à la définition et à la conception des projets et des propositions de projets conformément aux exigences du FEM et des agents d'exécution, et contribuer à l'identification des sources de cofinancement. 	Sous-total 139 330 \$		
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni aux pays insulaires océaniques en vue de la mise en œuvre des projets financés par le FEM. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir à la demande une assistance aux pays et coordonner l'assistance des autres agents du PROE et du CORP en vue de la mise en œuvre de projets et d'activités dans les pays, y compris l'accès aux ressources ne relevant pas de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable. 	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni aux pays insulaires océaniques en vue du respect des obligations de suivi et d'évaluation des projets financés par le FEM. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir une assistance pour que les pays comprennent et exécutent leurs obligations en matière de suivi et d'évaluation par rapport au FEM et aux agents d'exécution et au programme-cadre de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable. 	67 830 \$	71 500 \$	\$
			Source de financement		
			AusAID XB AUS/NZ tripartite Soutien au prog.	12 424 125 035 1 871	

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni aux pays insulaires océaniques concernant les autres questions relatives au FEM. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir une assistance concernant les réunions du conseil et des Membres, les réunions du comité directeur de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable, et les contributions d'autres programmes du PROE améliorant l'accès des pays aux ressources du FEM (préparation aux CdP de la CDB, de la CCNUCC, de la Convention sur les POP, etc.) 	
	<ul style="list-style-type: none"> Coordination du FEM, des pays et des autres partenaires appuyée et facilitée. 	<ul style="list-style-type: none"> Faciliter la coordination avec le Secrétariat du FEM, les agents d'exécution, les organisations du CORP, le groupe de travail des ambassadeurs du Forum, le groupe de référence du GEFSA et les pays sur les questions relatives au FEM. Coordonner l'Alliance FEM-Pacifique jusqu'à ce qu'un organisme chef de file ait été nommé pour gérer le programme, et fournir des rapports périodiques sur la mise en œuvre de l'Alliance à la direction du PROE et au Secrétariat du FEM. Aider les pays à planifier et formuler des approches stratégiques susceptibles d'améliorer l'accès aux fonds du FEM-5 pour la période de reconstitution des ressources 2010-2014 par le biais de missions dans les pays et d'autres communications. 	
2.3.4.2 Accès à d'autres sources de financement sur l'environnement appuyé.	<ul style="list-style-type: none"> Partenaires susceptibles d'investir dans l'environnement océanique identifiés. Accès aux fonds des partenaires facilité. Conseils techniques fournis pour appuyer le respect des obligations d'information. 	<ul style="list-style-type: none"> Identifier les partenaires et les mécanismes de financement susceptibles d'investir dans l'environnement de la région. Contribuer à la conception et à l'élaboration de propositions de projets liés aux initiatives de développement durable pour le Programme indicatif régional du 10e FED, l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable et le projet de la CE sur les AME. Conseil technique fourni aux pays insulaires océaniques pour appuyer le respect des obligations d'information de ses mécanismes de financement environnemental. 	

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES \$US	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	Ausaid XB	517 098
	AusAid ICCAI	108 070
	Budget de base	4 263
	Soutien au prog.	31 190
	NZaid/Ausaid MISD	57 935
	NOAA	75 120
	NZaid XB	274 067
	FEM-PNUD	264 785
Frais de fonctionnement :	AusAID XB	98 000
	AusAid ICCAI	213 833
	Inst. météo. finl.	72 000
	OMI	80 000
	Japon (JICA)	234 750
	NZaid/Ausaid MISD	67 100
	NOAA	74 000
	NZAid XB	63 900
	NZXXB	136 000
	AFD	30 000
	Suisse	400 000
	FEM-PNUD	2 009 730
	République de Chine	10 650
	PNUE	320 902
	Taiwan-Rép. de Chine	38 000
	À identifier	23 591
Frais d'investissement :	Ausaid XB	1 000
	NZAid XB	3 700
	PNUD	4 000
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	5 190 093	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	23 591	

3. DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

Objectif : Garantir l'existence de politiques et de services propres à contribuer à la réalisation des objectifs des programmes stratégiques du Secrétariat et à l'efficacité de l'organisation

L'exécution efficace et rationnelle des programmes stratégiques du Secrétariat et la fourniture de conseils techniques aux pays et territoires insulaires océaniques incombent au directeur et au directeur adjoint qui bénéficient de l'appui de services administratifs et auxiliaires dynamiques et souples.

Ces services couvrent la formulation et la planification des politiques, les relations avec les donateurs et les Membres, les ressources humaines et l'administration, les technologies de l'information, la communication, les publications et les matériels d'information.

Les activités menées en 2010 seront axées sur les recommandations de l'évaluation indépendante de l'Organisation réalisée en 2008, et notamment l'évaluation des fonctions de base du PROE, l'examen du Plan d'action 2004-2009 et l'élaboration d'un nouveau Plan d'action pour la période 2010-2013, et les questions administratives, financières et institutionnelles devant faire l'objet d'une amélioration permanente selon l'évaluation institutionnelle de l'UE. Celles-ci comprennent la base de données sur les projets et les connaissances environnementales, la stratégie à long terme de financement du Secrétariat, la valorisation du personnel, le système de suivi des performances du personnel, les manuels financiers, la diffusion de l'information, et l'amélioration des systèmes et de la sécurité informatiques.

Plusieurs éléments du budget de la direction générale et des services administratifs doivent être mentionnés dans ces remarques préliminaires.

Concernant les frais de personnel mentionnés dans l'introduction générale, le relèvement des traitements décidé en 2008 dans le cadre du processus d'harmonisation du CORP sera financé grâce à l'augmentation des frais de gestion des programmes et aux économies liées à divers postes vacants dans les services des publications, de l'entretien et des archives.

Les autres dépenses prévues sont quant à elles semblables à celles de 2009.

Les personnes suivantes contribuent à la réalisation des objectifs de la direction générale et des services administratifs :

David SHAPPARD	Directeur
Kosi M. G. LATU	Directeur adjoint

Ruta TUPUA-COUPER	Assistante personnelle du directeur
Apiseta ETI	Assistante personnelle du directeur adjoint
Vacant	Directeur administratif
Vacant	Secrétaire du directeur administratif
Non financé	Planificateur attaché de liaison avec les donateurs
Non financé	Responsable du développement et de la qualité
Vacant	Rédacteur responsable des publications
Kapeni MATATIA	Directeur des technologies de l'information
Christian SLAVEN	Administrateur systèmes et bases de données
Nanette WOONTON	Adjointe du chargé de l'information et des publications
Kemueli QOROYA	Responsable des technologies de l'information
Aliitasi UESELE-PETAIA	Responsable du réseau informatique
Peter MURGATROYD	Responsable du Centre d'information et de documentation
Miraneta WILLIAMS	Bibliothécaire adjointe
Alofa TU'UAU	Directrice financière
Makereta KAURASI-MANUELI	Comptable de projet
Maraea SLADE-POGI	Agente comptable
Ioane IOSEFO	Chargée des finances
Leilani CHAN TUNG	Chargée des finances
Linda ALAPAE	Chargée des finances
Simeamativa LEOTA-VAAI	Agente administrative principale
Petaia l'AMAFANA	Responsable des biens immobiliers
Luana CHAN	Administrateur du personnel
Pauline FRUEAN	Chargée des conférences et des voyages
Lupe SILULU	Responsable – Service du courrier et des archives
Helen TUILAGI-AH KUOI	Assistante – Gestion des documents
Vacant	Commis aux archives
Monica TUPAI	Réceptionniste
Faamanatu SITITI	Chauffeur/commis
Vacant	Chauffeur/commis
Tologauvale LEAULA	Préposé au nettoyage et au thé/employé de bureau
Amosa TO'OTO'O	Préposé au nettoyage et au thé
Sione LEVU	Préposé au nettoyage
Vacant	Agent de maintenance
Silupe GAFA	Jardinier paysagiste

DIRECTION GENERALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

Objectif : Garantir l'existence de politiques et de services propres à contribuer à la réalisation des objectifs des programmes stratégiques du Secrétariat et à l'efficacité de l'Organisation

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US			
Volet : 3.1 - Direction générale						
Objectif : Contribuer à l'amélioration des performances grâce à une direction éclairée						
<ul style="list-style-type: none"> Soutien logistique à la Conférence du PROE 	<ul style="list-style-type: none"> Conférence annuelle du PROE organisée de manière professionnelle, en offrant à tous les Membres la possibilité d'y participer. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des conseils stratégiques et diffuser les documents de travail aux Membres. 	Sous-total 800 654 \$			
			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	
<ul style="list-style-type: none"> Consultation des Membres. 	<ul style="list-style-type: none"> Membres consultés et informés sur les décisions et initiatives importantes. 	<ul style="list-style-type: none"> Consulter les Membres concernant leurs besoins prioritaires et les services fournis par le Secrétariat par le biais de missions et de réunions. 	473 754 \$	326 900 \$	0 \$	
			Source de financement			
<ul style="list-style-type: none"> Maintien et renforcement des liens avec les donateurs. 	<ul style="list-style-type: none"> Relations avec la communauté des donateurs privilégiées par la direction. Exigences des donateurs en matière de rapports et de responsabilité respectées dans les délais prévus. 	<ul style="list-style-type: none"> Dialoguer avec les donateurs pour veiller à ce que le Secrétariat fournisse les rapports requis et fasse connaître le travail du PROE. 	BUDGET DE BASE NZAID XB République de Chine	735 480	35 174	
<ul style="list-style-type: none"> Coordination régionale et internationale améliorée. 	<ul style="list-style-type: none"> Questions et positions régionales définies et prises en compte dans les décisions des forums régionaux et internationaux. 	<ul style="list-style-type: none"> Contribuer à la coordination régionale et à la coopération internationale dans l'intérêt des pays et territoires insulaires océaniques et du PROE. 				
<ul style="list-style-type: none"> Secrétariat géré de manière efficace et rationnelle 	<ul style="list-style-type: none"> Opérations internes du Secrétariat évaluées régulièrement et améliorations nécessaires recensées et mises en œuvre. 	<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre l'amélioration de l'efficacité opérationnelle interne et des questions liées au personnel. Réviser le Plan d'action 2005-2009 et élaborer un nouveau Plan d'action pour 2010-2013. Examiner les documents juridiques (services de consultation, réglementations, procédures, etc.) demandés par le personnel ou la direction et réaliser d'autres tâches quand il y a lieu. Mettre en œuvre des réformes organisationnelles, financières et institutionnelles (évaluation indépendante de l'organisation et évaluation institutionnelle de l'UE). 				
						30 000

DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

F

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US					
Volet : 3.2 - Information et communication Objectif : Fournir des systèmes d'information et de communication fiables et conviviaux								
<ul style="list-style-type: none"> Gestion des bases de données de l'Organisation et des programmes 	<ul style="list-style-type: none"> Bases de données de l'Organisation disponibles aux utilisateurs, régulièrement mises à jour sur une plateforme technique appropriée et stable. 	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de la base de données EDA/AWPID et préparation de rapports fondés sur les informations fournies en retour par le personnel et poursuite de l'assistance aux travaux de maintenance de la base de données TREDs et des bases de données financières. Élaborer des instructions multimédia pour les bases de données et le programme d'orientation du personnel. Développer le site web en tenant compte des résultats du RIF. 	Sous-total 581 474 \$					
			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	443 691 \$	118 783 \$	19 000 \$
			Source de financement					
<ul style="list-style-type: none"> Assistance sur les TIC au Secrétariat 	<ul style="list-style-type: none"> TIC disponibles aux agents du PROE et gérées sur une plateforme technique stable. Perturbations des services informatiques communiquées aux agents du PROE de sorte à perturber le moins possible les activités du Secrétariat. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir une assistance logicielle au Secrétariat. Former le personnel sur les services informatiques et les applications courantes. Développer la couverture du réseau sans fil au sein du Secrétariat. Remplacer le vieux matériel du réseau local. 	BUDGET DE BASE Soutien au prog.	275 250 306 224				
<ul style="list-style-type: none"> Élaboration et mise à jour d'un processus de gestion des risques relatifs aux TIC 	<ul style="list-style-type: none"> Processus de gestion des risques relatifs aux TIC élaborés et déployés pour permettre la restauration de données à jour dans les délais les plus brefs en cas de sinistre informatique. 	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration/actualisation régulière du plan antisinistre. 						
<ul style="list-style-type: none"> Systèmes d'archivage développés et mis à jour. 	<ul style="list-style-type: none"> Système d'archivage des données élaboré et déployé pour permettre leur récupération rapide. 	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer et déployer des systèmes conviviaux d'archivage et de récupération des documents et de la correspondance sur les programmes et les services administratifs du PROE sur support papier et électronique. 						
<ul style="list-style-type: none"> Maintien et amélioration de l'accès aux services bibliothécaires 	<ul style="list-style-type: none"> Services bibliothécaires du PROE disponibles aux agents de l'Organisation et aux membres du public. 	<ul style="list-style-type: none"> Bibliothèque et CID du PROE ouverts au personnel et au public de 8 h 00 à 16 h 30, du lundi au vendredi. 						
	<ul style="list-style-type: none"> Réponses aux demandes de service de recherche et de documentation données dans les délais prescrits. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des services de recherche et de documentation au personnel du PROE et aux parties intéressées de la région. 						
	<ul style="list-style-type: none"> Bases de données bibliographiques actualisées et accessibles. Documents pertinents recensés, catalogués et saisis dans la base de données de la bibliothèque et disponibles sous un format exploitable. 	<ul style="list-style-type: none"> Développer la base de données et l'infrastructure Internet de la bibliothèque du PROE pour maximiser l'accès aux matériels d'information sur l'environnement. Recenser les documents pertinents, les cataloguer et les saisir dans la base de données de la bibliothèque. Développer le site web de la bibliothèque du PROE pour améliorer l'accès aux données actuelles et historiques sur l'environnement océanien. 						

DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

F

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US						
	<ul style="list-style-type: none"> Accès accru aux publications, matériels promotionnels et informations sur l'Organisation sur support papier et électronique. Collection étendue et actualisée sur les principaux sujets environnementaux concernant le Pacifique de sorte à répondre aux besoins du PROE et des parties prenantes de la région. 	<ul style="list-style-type: none"> Développer et améliorer les systèmes d'identification, de conservation et d'indexation des publications du PROE, des matériels promotionnels et des informations sur l'Organisation sur supports papier et électronique pour faciliter l'accès au cahier des charges des programmes du PROE et aux données historiques sur le Secrétariat. Acquérir des documents sur supports papier et électronique pour répondre aux besoins du PROE et des parties prenantes de la région. 							
<ul style="list-style-type: none"> Publications et supports de sensibilisation et d'éducation produits. 	<ul style="list-style-type: none"> Publications à l'appui des activités d'éducation et de sensibilisation produites/acquises. Publications à l'appui des activités d'éducation et de sensibilisation diffusées aux parties prenantes. 	<ul style="list-style-type: none"> Produire/acquérir des publications à l'appui des activités d'éducation et de sensibilisation. Diffuser aux parties concernées — y compris aux bibliothèques de référence — des exemplaires des publications du PROE dans les délais prévus et sur un support approprié. 							
Volet : 3.3 - Finances Objectif : Fournir des informations et des rapports transparents, explicables et opportuns									
<ul style="list-style-type: none"> États financiers fiables présentés en temps voulu à la Conférence du PROE. 	<ul style="list-style-type: none"> États financiers annuels approuvés sans réserve par les commissaires aux comptes. 	<ul style="list-style-type: none"> Préparer les rapports financiers en temps voulu et obtenir l'approbation sans réserve des commissaires aux comptes pour les Conférences du PROE. 		Sous-total 325 518 \$					
<ul style="list-style-type: none"> Présentation en temps voulu de rapports financiers fiables aux bailleurs de fonds 	<ul style="list-style-type: none"> Exigences des donateurs respectées en matière de rapports financiers. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir en temps voulu des rapports financiers fiables à la demande des donateurs. 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 33%;">Frais de personnel</td> <td style="width: 33%;">Frais de fonct.</td> <td style="width: 33%;">Frais d'invest.</td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">273 518 \$</td> <td style="text-align: right;">52 000 \$</td> <td style="text-align: right;">0 \$</td> </tr> </table>	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	273 518 \$	52 000 \$	0 \$
Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.							
273 518 \$	52 000 \$	0 \$							
<ul style="list-style-type: none"> Présentation de rapports de gestion financière à la Direction et aux programmes 	<ul style="list-style-type: none"> Services administratifs et programmes du PROE ayant accès à des informations financières propices au bon fonctionnement du Secrétariat. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des services financiers professionnels. Préparer les rapports financiers et budgétaires requis par la direction et les chargés de projet. 	Source de financement BUDGET DE BASE 203 880 Soutien au prog. 121 638						
<ul style="list-style-type: none"> Fourniture de processus de gestion intégrée des risques financiers 	<ul style="list-style-type: none"> Facteurs de risques financiers régulièrement évalués et mesures d'atténuation des risques élaborées et régulièrement mises à jour. 	<ul style="list-style-type: none"> Réviser et améliorer les systèmes comptables et les procédures de contrôle interne. Réviser et actualiser les procédures financières pour répondre aux exigences des donateurs. Identifier et évaluer les risques financiers et réviser les procédures en vue de leur minimisation. Planifier et gérer le placement des réserves et fonds inutilisés du PROE. 							

DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

F

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US		
Volet : 3.4 - Administration Objectif : Utiliser des systèmes de gestion du personnel et d'administration efficaces					
<ul style="list-style-type: none"> • Gestion du recrutement et de l'orientation du personnel ainsi que des prestations sociales associées 	<ul style="list-style-type: none"> • Politiques de gestion des ressources humaines (couvrant le recrutement et l'orientation) mises à jour au besoin et respectées par tous les agents du PROE. 	<ul style="list-style-type: none"> • Réviser et actualiser le règlement du personnel et les politiques et procédures pertinentes de gestion des ressources humaines. • Mettre en œuvre des politiques et procédures révisées de recrutement et de sélection du personnel et les modifier au besoin. • Participer aux travaux du groupe de travail du CORP sur l'harmonisation. • Émettre des recommandations et effectuer des changements conformes aux activités du groupe de travail du CORP sur l'harmonisation et aux besoins du PROE. 	Sous-total 644 386 \$		
			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
			249 886 \$	364 500 \$	30 000 \$
			Source de financement		
			BUDGET DE BASE	586 446	
			Soutien au prog. République de Chine	47 940	10 000
<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de systèmes de gestion des performances du personnel 	<ul style="list-style-type: none"> • Cadre d'évaluation du personnel élaboré, déployé et mis à jour au besoin. 	<ul style="list-style-type: none"> • Réviser le système d'évaluation des performances et le modifier au besoin. • Réviser et actualiser ce système en continu et veiller à son application opportune. • Renforcer le lien entre le système d'évaluation des performances et le perfectionnement professionnel. 			
<ul style="list-style-type: none"> • Gestion de l'infrastructure et des biens du Secrétariat 	<ul style="list-style-type: none"> • Plan de gestion durable de l'infrastructure et des biens du Secrétariat élaboré, déployé et régulièrement mis à jour. 	<ul style="list-style-type: none"> • Veiller à la mise à jour de tous les systèmes et de toutes les procédures d'administration et à la couverture (assurance et protection) de tous les biens du Secrétariat. • Fournir des services d'appui administratif au Secrétariat en temps opportun. 			

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES \$US	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	Budget de base	930 313
	Soutien au prog. NZAID XB	475 802
		34 734
Frais de fonctionnement :	Budget de base	821 743
	Rép. de Chine	40 000
	NZAID XB	440
Frais d'investissement :	Budget de base	49 000
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	2 352 032	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER		

Barème des contributions et allocations pour 2010

	<i>Barème approuvé du PROE</i>	<i>Contributions actuelles</i>
	%	\$
Samoa américaines	1.089%	10,184
Australie	19.785%	185,106
Îles Cook	1.089%	10,184
États fédérés de Micronésie	1.089%	10,184
Fidji	2.176%	20,360
France	14.344%	134,202
Polynésie française	2.176%	20,360
Guam	2.176%	20,360
Kiribati	1.089%	10,184
Îles Marshall	1.089%	10,184
Nauru	1.089%	10,184
Nouvelle-Calédonie	2.176%	20,360
Nouvelle-Zélande	14.344%	134,202
Nioué	1.089%	10,184
Mariannes du Nord	1.089%	10,184
Palaos	1.089%	10,184
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.176%	20,360
Samoa	2.176%	20,360
Îles Salomon	2.176%	20,360
Tokélaou	1.089%	10,184
Tonga	1.089%	10,184
Tuvalu	1.089%	10,184
États-Unis d'Amérique	19.965%	186,787
Vanuatu	2.176%	20,360
Wallis-et-Futuna	1.089%	10,184
Total	100.000%	935,572

**ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2010 (DOLLARS É.-U.) - Par résultat
ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES**

COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	1.1.1	1.1.2	1.1.3	1.1.4	1.1.5	1.2.1	1.2.2	1.2.3	1.2.4	1.2.5	1.2.6	1.3.1	1.3.2	1.3.3	2010
	Budget prévisionnel														
I. FRAIS DE PERSONNEL															
Directeur de programme - Écosystème insulaires	10,144	10,144	10,144	10,144	10,144	10,144	10,144	10,144	9,794	9,794	9,794	9,794	9,794	9,794	139,914
Conseillère en matière de stratégie d'action	43,056	-	53,820	-	10,764	-	-	-	-	-	-	-	-	-	107,640
Spécialiste des espèces envahissantes	-	-	-	-	-	-	-	-	86,795	-	-	-	-	-	86,795
Spécialiste de la gestion des zones côtières	21,984	38,472	38,472	-	-	10,992	-	-	-	-	-	-	-	-	109,920
Spécialiste de la gestion des récifs coralliens	-	62,957	-	-	15,739	-	-	-	-	-	-	-	-	-	78,696
Administrateur de bases de données et de systèmes de gestion	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rédacteur responsable des publications	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Responsable de l'éducation et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	99,005	-	99,005
Conseiller juridique sur l'environnement	11,578	-	-	-	-	11,578	-	-	-	-	-	11,578	-	-	34,734
Spécialiste du développement des capacités	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	137,737	-	-	137,737
Responsable du CID	4,263	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,263	-	-	51,150	59,675
Spécialiste de la biodiversité insulaire	59,108	-	19,703	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	78,810
Spécialiste de la pollution marine	-	-	-	-	-	-	-	51,778	-	-	-	-	-	-	51,778
Spécialiste des espèces marines	-	-	-	-	-	25,080	5,852	50,160	-	-	2,508	-	-	-	83,600
Spécialiste de la conservation du milieu marin	-	-	-	-	67,940	-	-	-	-	-	-	-	-	-	67,940
Chargé du PILN	-	-	-	-	-	-	-	74,050	-	-	-	-	-	-	74,050
Conseillère sur le développement durable	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrateur adjoint - Convention de Ramsar	44,106	-	22,053	7,351	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	73,510
Responsable adjoint-base de données sur les tortues	-	-	-	-	-	14,046	-	14,046	-	-	42,138	-	-	-	70,230
Bibliothécaire adjointe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Secrétaire - Écosystèmes insulaires	1,265	1,265	1,265	1,265	1,265	1,265	1,265	1,265	1,222	1,222	1,222	1,222	1,222	1,222	17,450
Premier secrétaire du programme	1,035	1,035	1,035	1,035	1,035	1,035	1,035	1,035	999	999	999	999	999	999	14,270
TOTAL FRAIS DE PERSONNEL	196,537	113,872	146,491	19,794	106,887	74,139	18,295	76,649	224,637	12,014	60,923	161,329	111,019	63,164	1,385,754
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT															
Dépenses d'administration	10,066	31,361	7,330	1,811	10,218	2,972	4,077	3,006	35,450	227	1,406	8,005	17,307	3,455	136,692
Frais généraux	2,971	6,656	1,281	16,041	7,110	3,851	1,651	4,142	43,428	201	2,490	24,819	78,151	201	192,997
Consultants	48,500	64,000	1,500	-	49,000	5,000	31,546	5,050	75,000	-	-	5,000	20,500	-	305,096
Réunions/Conférences	37,831	47,162	21,521	2,071	29,071	10,271	4,071	5,671	139,071	2,071	2,071	25,701	16,971	7,071	350,631
Formation - États et territoires océaniques	3,000	18,773	5,500	-	12,000	3,000	1,500	-	36,000	-	-	-	25,166	13,636	118,575
Détachements - Pays et territoires océaniques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assistance dans les pays	7,960	137,018	43,500	-	-	7,600	2,000	5,600	58,000	-	9,000	-	10,750	13,637	295,065
Manifestations spéciales	-	40,000	-	-	-	-	-	9,600	-	-	-	18,394	6,000	-	73,994
Financements de projets versés directement aux pays	-	-	-	-	-	-	-	23,076	-	-	-	-	4,500	-	27,576
TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	110,329	344,970	80,633	19,924	107,400	32,695	44,845	56,146	386,950	2,500	14,968	81,920	179,345	38,000	1,500,625
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT															
Dépenses d'investissement	400	-	-	-	5,000	-	-	-	3,000	-	500	6,138	15,528	-	30,566
TOTAL DES FRAIS D'INVESTISSEMENT	400	-	-	-	5,000	-	-	-	3,000	-	500	6,138	15,528	-	30,566
TOTAL GÉNÉRAL	307,266	458,842	227,124	39,718	219,287	106,834	63,141	132,796	614,587	14,514	76,391	249,387	305,893	101,164	2,916,944

Résultats :

- 1.1.1 Gestion et mise en œuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur les écosystèmes appuyées
- 1.1.2 Gestion intégrée des écosystèmes au niveau régional élaborée et coordonnée
- 1.1.3 Élaboration et mise en œuvre de politiques, programmes et actions pour gérer les écosystèmes au niveau national
- 1.1.4 Capacités en matière d'éducation et de communication renforcées pour appuyer la gestion des écosystèmes
- 1.1.5 Collecte d'informations sur les écosystèmes et accès à ces informations facilités
- 1.2.1 Gestion et mise en œuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur les espèces appuyées
- 1.2.2 Conservation et gestion des espèces au niveau régional mises en œuvre et coordonnées
- 1.2.3 Élaboration et mise en œuvre de politiques, programmes et actions pour préserver les espèces au niveau national appuyées
- 1.2.4 Prévention et gestion des espèces envahissantes appuyées
- 1.2.5 Capacité d'éducation et de communication renforcées pour appuyer la conservation et la gestion des espèces
- 1.2.6 Collecte d'informations sur les espèces et accès à ces informations facilités
- 1.3.1 Développement des capacités des ressources humaines, renforcement institutionnel et formation à l'environnement appuyés
- 1.3.2 Éducation et communication propices aux changements de comportements appuyés
- 1.3.3 Connaissances rassemblées et diffusées et accès aux informations environnementales appuyé

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2010 (DOLLARS É.-U.) - Par résultat
AVENIRS OCÉANIENS

COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	2.1.1	2.1.2	2.1.3	2.1.4	2.1.5	2.1.6	2.1.7	2.2.1	2.2.2	2.2.3	2.2.4	2.3.1	2.3.2	2.3.3	2.3.4	2010
	Budget prévisionnel															
I. FRAIS DE PERSONNEL																
Directeur de programme - Avenir océaniques	9,360	9,360	9,360	9,360	9,360	9,360	9,360	9,360	8,692	8,692	8,692	8,692	8,023	8,023	8,023	133,720
Conseillère en matière de stratégie d'action	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Spécialiste des espèces envahissantes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Responsable du Projet PIGGAREP	-	-	-	-	-	124,863	-	-	-	-	-	-	-	-	-	124,863
Spécialiste de l'adaptation au changement climatique	33,496	33,496	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	66,992
Conseiller en matière de changements climatiques	33,375	11,125	11,125	11,125	11,125	11,125	22,250	-	-	-	-	-	-	-	-	111,250
Spécialiste du développement des capacités	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Spécialiste de l'environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	78,030	-	78,030
Chargé de projet - Droit environnemental	11,578	-	-	-	-	-	-	17,367	-	-	-	17,367	-	-	-	46,312
Conseiller chargé de l'assistance du FEM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	57,935	57,935
Responsable du CID	4,263	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,263
Conseiller en gestion des connaissances	-	-	-	-	54,035	-	54,035	-	-	-	-	-	-	-	-	108,070
Conseiller en matière de pollution marine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	51,778	-	-	-	-	51,778
Responsable du Projet PACC	-	122,472	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	122,472
Chargé de projet - SMOC-IP	-	-	-	75,120	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	75,120
Conseiller en prévention de la pollution	-	-	-	-	-	-	-	16,157	59,241	10,771	10,771	5,386	5,386	-	-	107,710
Chargé des finances - PIGGAREP	-	-	-	-	-	17,450	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17,450
Spécialiste des déchets solides	-	-	-	-	-	-	-	-	20,683	62,050	-	-	-	-	-	82,733
Conseiller en matière de développement durable	7,885	5,632	5,632	-	-	-	3,379	-	-	-	-	50,688	39,424	-	-	112,640
Administrateur adjoint - Convention de Ramsar	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Secrétaire - Programme Avenir océaniques	1,222	1,222	1,222	1,222	1,222	1,222	1,222	1,222	1,134	1,134	1,134	1,134	1,047	1,047	1,047	17,450
Deuxième secrétaire du programme	962	962	962	962	962	962	962	962	893	893	893	893	824	824	824	13,740
TOTAL FRAIS DE PERSONNEL	102,140	184,269	28,301	97,789	76,704	164,982	91,208	45,067	90,643	83,540	73,268	84,160	54,704	87,925	67,830	1,332,527
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT																
Dépenses d'administration	36,629	85,560	4,881	25,937	2,443	93,743	682	3,614	4,461	6,720	9,250	3,917	18,330	14,063	6,500	316,729
Frais généraux	6,209	9,491	-	8,730	-	17,403	-	5,740	4,200	6,700	2,500	1,526	1,000	3,046	-	66,545
Consultants	56,076	5,000	-	123,636	24,430	341,100	-	5,000	-	-	-	5,000	-	22,955	14,000	597,197
Réunions/Conférences	22,682	104,500	3,000	9,000	-	-	6,818	3,400	11,500	5,500	80,000	19,885	51,272	23,000	16,000	356,557
Formation - États et territoires océaniques	-	-	-	72,000	-	224,000	-	-	24,413	-	10,000	2,273	23,682	80,000	-	436,368
Détachements - Pays et territoires océaniques	-	-	-	35,000	-	21,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	56,000
Assistance dans les pays	-	50,000	45,807	9,000	-	184,424	-	15,000	20,000	51,000	-	3,488	113,081	11,625	35,000	538,425
Manifestations spéciales	279,727	96,409	-	2,000	-	25,500	-	7,000	3,500	3,500	-	7,000	-	-	-	424,636
Financements de projets versés directement aux pays	-	1,000,000	-	-	-	80,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,080,000
TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	401,323	1,350,960	53,688	285,303	26,873	987,170	7,500	39,754	68,074	73,420	101,750	43,089	207,365	154,688	71,500	3,872,455
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT																
Dépenses d'investissement	1,600	5,600	-	-	-	-	-	-	1,000	500	-	-	-	-	-	8,700
TOTAL DES FRAIS D'INVESTISSEMENT	1,600	5,600	-	-	-	-	-	-	1,000	500	-	-	-	-	-	8,700
TOTAL GÉNÉRAL	505,063	1,540,829	81,988	383,091	103,577	1,152,151	98,708	84,821	159,717	157,460	175,018	127,248	262,069	242,612	139,330	5,213,682

Résultats :

- 2.1.1 Gestion et mise en oeuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur le changement climatique appuyées.
- 2.1.2 Adaptation aux effets néfastes du changement climatique appuyée
- 2.1.3 Renforcement de la gouvernance sur le changement climatique appuyé
- 2.1.4 Collecte d'informations techniques sur le changement climatique et accès à ces informations facilités.
- 2.1.5 Capacité d'éducation et de communication renforcée pour appuyer les mesures portant sur le changement climatique.
- 2.1.6 Contribution à la réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre appuyée.
- 2.1.7 Partenariats et coopération visant une meilleure gestion du changement climatique appuyés.
- 2.2.1 Gestion et mise en oeuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur la pollution et les déchets appuyées.
- 2.2.2 Gestion des substances dangereuses appuyée
- 2.2.3 Gestion des déchets solides appuyée
- 2.2.4 Gestion de la pollution marine et des déchets appuyée
- 2.3.1 Gestion et mise en oeuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur le développement durable appuyées .
- 2.3.2 Intégration des questions d'environnement dans les processus décisionnels appuyée.
- 2.3.3 Surveillance, évaluation et rapports sur l'environnement appuyés en vue de leur intégration aux niveaux national et régional.
- 2.3.4 Identification de crédits pour l'environnement et accès à ces crédits appuyés.

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2010 (DOLLARS É.-U.) - Par résultat
DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	3.1	3.2	3.3	3.4	2010
	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	BUDGET PRÉVISIONNEL
I. FRAIS DE PERSONNEL					
Directeur	227,080	-	-	-	227,080
Directeur adjoint	167,380	-	-	-	167,380
Directeur administratif	-	-	-	-	-
Secrétaire particulière - directeur	22,280	-	-	-	22,280
Secrétaire particulière - directeur adjoint	22,280	-	-	-	22,280
Secrétaire - Directeur administratif	-	-	-	-	-
Administrateur de bases de données et de systèmes de gestion	-	62,943	11,108	-	74,050
Rédacteur responsable des publications	-	-	-	-	-
Directrice financière	-	-	114,650	-	114,650
Responsable du CID	-	21,313	-	-	21,313
Directeur informatique	-	112,500	-	-	112,500
Chargée de projet - TI	-	76,795	-	-	76,795
Agent de soutien - Réseau informatique	-	80,560	-	-	80,560
Comptable de projet	-	-	83,630	-	83,630
Adjointe du chargé de l'information et des publications	-	68,477	-	-	68,477
Agent administratif principal	-	-	-	80,170	80,170
Conseiller juridique sur l'environnement	34,734	-	-	-	34,734
Administrateur du personnel	-	-	-	20,440	20,440
Assistant administratif	-	-	-	-	-
Agent comptable	-	-	20,440	-	20,440
Bibliothécaire adjointe	-	17,450	-	-	17,450
Préposé au nettoyage	-	-	-	7,230	7,230
Préposé au nettoyage/messager	-	-	-	7,520	7,520
Commis/chauffeur (1)	-	-	-	9,150	9,150
Commis/préposé au nettoyage et au thé	-	-	-	7,520	7,520
Responsable - Conférences et déplacements	-	-	-	18,270	18,270
Commis/chauffeur (2)	-	-	-	-	-
Chargé des finances (1)	-	-	16,790	-	16,790
Chargé des finances (2)	-	-	13,450	-	13,450
Chargé des finances (3)	-	-	13,450	-	13,450
Responsable des biens immobiliers	-	-	-	21,280	21,280
Jardinier	-	-	-	7,520	7,520
Agent de maintenance	-	-	-	-	-
Réceptionniste	-	-	-	9,150	9,150
Agent de bureau - Service du courrier et des archives	-	-	-	14,920	14,920
Agent de bureau - Service du courrier et des archives/commis	-	-	-	-	-
Surveillant courrier	-	3,654	-	14,616	18,270
Heures supplémentaires/formation continue/augmentations	-	-	-	32,100	32,100
TOTAL FRAIS DE PERSONNEL	473,754	443,691	273,518	249,886	1,440,849
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT					
Dépenses d'administration	10,000	-	25,500	25,000	60,500
Frais généraux	133,900	82,783	20,500	323,500	560,683
Consultants	65,000	25,000	-	10,000	100,000
Réunions/Conférences	80,000	11,000	6,000	6,000	103,000
Formation - États et territoires océaniques	-	-	-	-	-
Détachements - Pays et territoires océaniques	-	-	-	-	-
Assistance dans les pays	-	-	-	-	-
Manifestations spéciales	38,000	-	-	-	38,000
Financements de projets versés directement aux pays	-	-	-	-	-
TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	326,900	118,783	52,000	364,500	862,183
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT					
Dépenses d'investissement	-	19,000	-	30,000	49,000
TOTAL DES FRAIS D'INVESTISSEMENT	-	19,000	-	30,000	49,000
TOTAL GÉNÉRAL	800,654	581,474	325,518	644,386	2,352,032

Résultats :

- 3.1 Direction générale
- 3.2 Information et communication
- 3.3 Finances
- 3.4 Administration

Diagramme 1

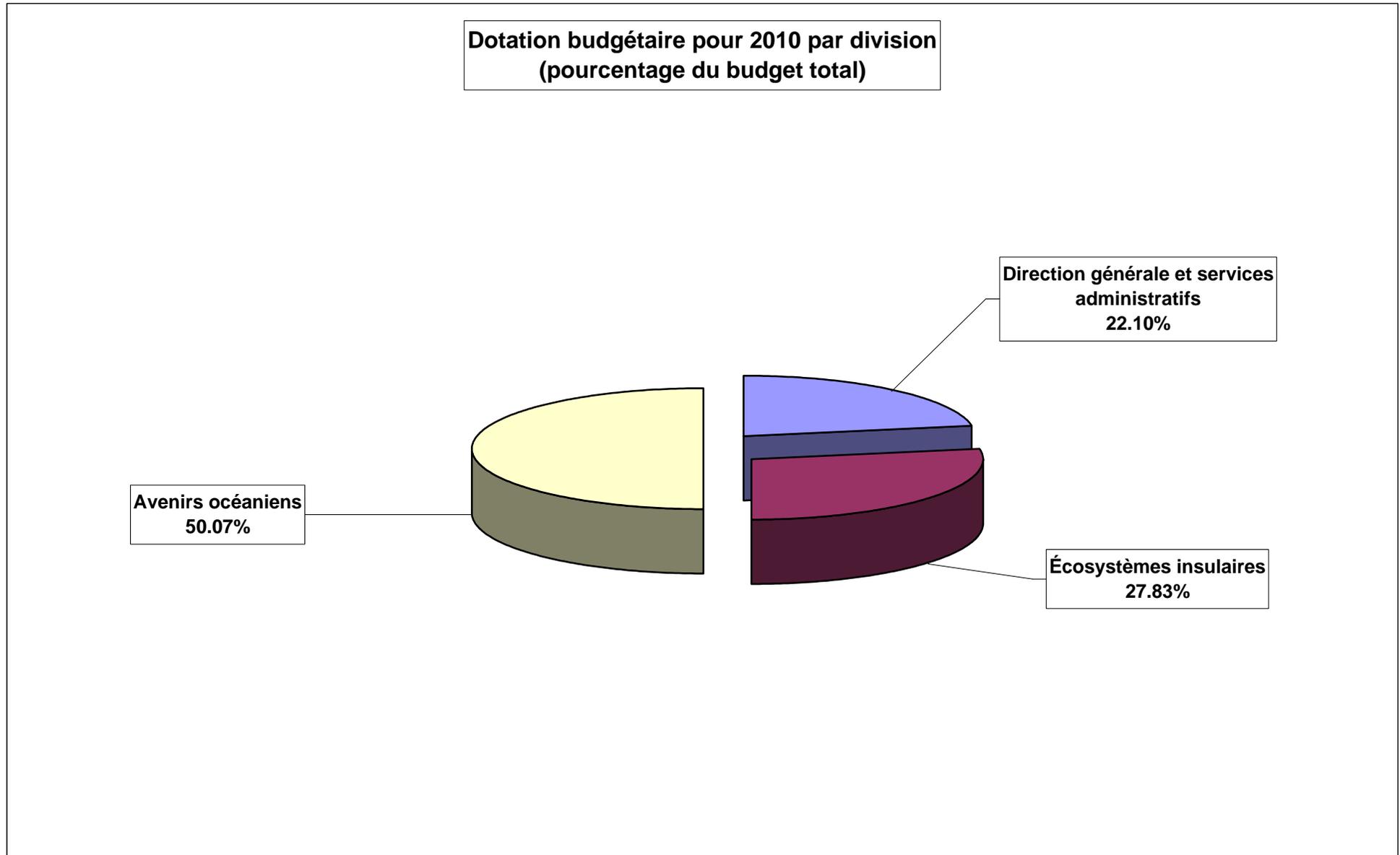


Diagramme 2

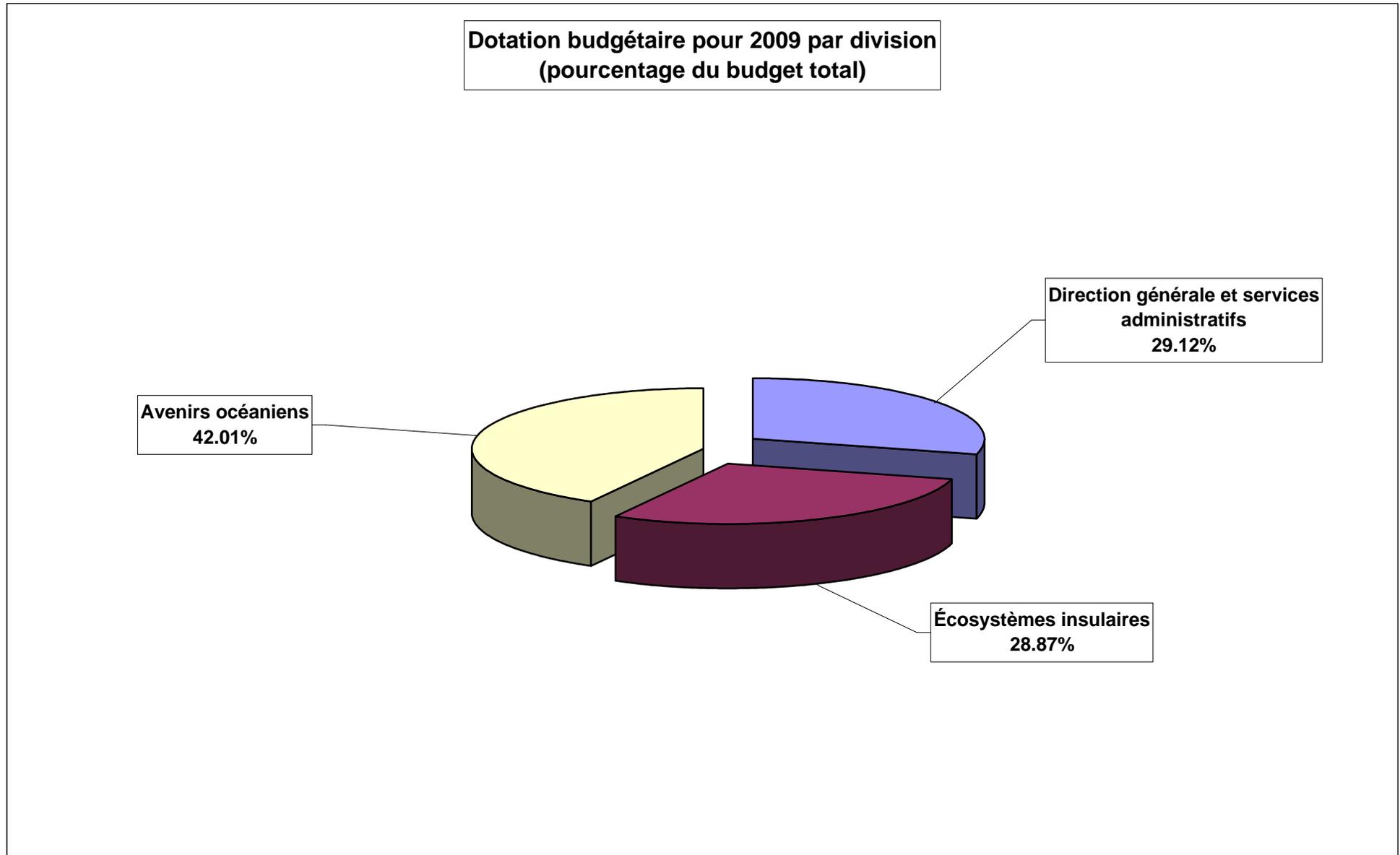


Diagramme 3

